



Budget supplémentaire des dépenses (A) 2020-2021

Pour
l'exercice se terminant
le 31 mars 2021

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada,
représentée par le président du Conseil du Trésor, 2020
Publié par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
90 rue Elgin, Ottawa, Ontario, K1A 0R5, Canada

No de catalogue : BT31-2/1F-PDF
ISSN : 1702-515X

Ce document est disponible sur Canada.ca, le site Web du gouvernement du Canada.

Ce document est disponible en médias substitués sur demande.

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé
pour désigner tant les hommes que les femmes.

Also available in English under the title: Supplementary Estimates (A), 2020–21

À moins d'indication contraire, l'information que renferme cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais ou autre permission du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, que le SCT soit mentionné comme l'organisation source, et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec le SCT ou avec son consentement.

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2020-2021

Pour
l'exercice se terminant
le 31 mars 2021

BUDGET DES DÉPENSES 2020-2021

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2020-2021

Introduction

Le présent budget supplémentaire des dépenses est composé de six sections distinctes :

- **Faits saillants du présent budget des dépenses**, notamment l'incidence globale de ces dépenses sur le plan des dépenses du gouvernement et les crédits autorisés pour l'exercice;
- **Renseignements généraux** concernant le processus du budget des dépenses et la façon d'utiliser ce document;
- **Principaux sommaires** des crédits présentés dans le présent budget des dépenses en vue de l'approbation du Parlement ou à titre d'information, les principaux postes et les initiatives horizontales;
- **Détails par organisation** portant sur les crédits votés demandés dans le cadre du présent budget des dépenses, ainsi que les mises à jour des prévisions législatives;
- **Annexe – Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits**;
- **Renseignements supplémentaires** disponibles en ligne sur les crédits votés et les crédits législatifs.

Faits saillants du présent budget des dépenses

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2020-2021 présente des dépenses gouvernementales supplémentaires d'un montant total de 87,0 milliards de dollars, dont des dépenses à être votées de 6,0 milliards de dollars et des dépenses législatives prévues de 80,9 milliards de dollars. Ce niveau inédit de dépenses est principalement dû à la réponse du gouvernement aux répercussions sanitaires, sociales et économiques de la pandémie de COVID-19 sur les Canadiens. Le présent budget des dépenses vise à demander l'approbation du Parlement pour de nouvelles dépenses votées d'un montant de 6,0 milliards de dollars. La majorité de ces nouvelles dépenses sont affectées aux éléments suivants :

- les interventions d'urgence face à la pandémie de COVID-19, y compris la recherche médicale, le développement d'une capacité de production nationale d'équipement de protection individuelle et le soutien à la Croix-Rouge canadienne;
- les réponses économiques à la pandémie, y compris le soutien aux petites et moyennes entreprises, aux installations de transformation alimentaire et aux entreprises rurales;
- la construction de navires de soutien interarmées pour la Marine royale canadienne;
- les accords de règlement relatifs aux externats indiens et à la rafle des années 1960;
- les services à l'enfance et à la famille des Premières Nations;
- le régime d'assurance-invalidité pour la fonction publique.

Dans l'ensemble, les besoins de financement pour les 10 principaux organismes représentent environ 76 % des 6,0 milliards de dollars de dépenses votées demandées dans le présent budget. Parmi ces 10 organismes, les 4 organismes ci-dessous demandent plus de 500 millions de dollars à l'appui de leurs priorités :

- le ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord (764,6 millions de dollars);
- le ministère des Services aux Autochtones (753,4 millions de dollars);
- le ministère de la Défense nationale (743,8 millions de dollars);
- le ministère de l'Industrie (627,8 millions de dollars).

Le présent budget des dépenses indique, à titre d'information, 80,9 milliards de dollars en dépenses législatives prévues. La plupart de ces dépenses ont été autorisées par les parties 3 et 8 des *Lois sur les mesures d'urgence visant la COVID-19* du 25 mars et du 20 avril 2020. Le ministre des Finances s'est engagé à faire rapport de l'utilisation de ces dépenses législatives, et de certaines autres autorisations législatives, auprès du Comité permanent des finances de la Chambre des communes de façon bimensuelle afin d'appuyer la réponse du gouvernement à la pandémie de COVID-19. Le présent budget des dépenses présente les renseignements les plus justes disponibles au Secrétariat, en date du 29 mai 2020, pour les organisations tributaires de crédits énumérées dans le Budget principal des dépenses 2020-2021.

La *Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national*, qui a été édictée dans la partie 3 de la *Loi sur les mesures d'urgence visant la COVID-19*, prévoit plusieurs des principales mesures d'intervention médicale et de soutien d'urgence du gouvernement, notamment :

- la Prestation canadienne d'urgence (60,0 milliards de dollars);
- la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (5,3 milliards de dollars);
- l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial (3,0 milliards de dollars);
- des mesures de soutien supplémentaires pour les aînés (2,5 milliards de dollars);
- du matériel de protection et de l'équipement médical (1,8 milliard de dollars).

La partie 8 de la *Loi sur les mesures d'urgence visant la COVID-19* modifie la *Loi sur la gestion des finances publiques* afin de prévoir des paiements à une province ou à un territoire, ou après avoir consulté une province ou un territoire, à une entité, dans le but de répondre à une situation de détresse économique et financière importante. Le présent budget des dépenses comprend une aide financière remboursable et non remboursable de presque 2,0 milliards de dollars pour le nettoyage des puits de pétrole et de gaz orphelins et inactifs.

En général, le budget des dépenses se concentre sur les autorisations des organisations qui dépendent de crédits à effectuer des paiements à partir du Trésor. Certaines des mesures du gouvernement en réponse à la COVID-19 sont donc exclues, comme les suivantes :

- le Programme de crédit aux entreprises et le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, par l'entremise de la Banque de développement du Canada et d'Exportation et développement Canada;
- les prestations accrues offertes par l'entremise du Compte des opérations de l'assurance-emploi;
- la Subvention salariale d'urgence du Canada, mise en œuvre au moyen du système d'imposition, en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Renseignements généraux

Avant de dépenser des fonds publics, le gouvernement doit obtenir l'autorisation du Parlement, soit au moyen de lois adoptées auparavant qui accordent une autorisation permanente, soit au moyen d'un projet de loi de crédits annuel déposé et adopté au Parlement. Comme pour les autres projets de loi, les projets de loi de crédits deviennent des lois une fois qu'ils ont été approuvés par la Chambre des communes et le Sénat, et qu'ils ont reçu la sanction royale.

Pour favoriser l'examen des projets de loi par le Parlement, le président du Conseil du Trésor dépose au Parlement, avant la présentation de chacun des projets de loi de crédits, un document du budget des dépenses (budget principal ou budget supplémentaire) qui fournit des renseignements et des détails sur les autorisations de dépenses demandées.

Le budget principal des dépenses fournit un aperçu des besoins en matière de dépenses pour l'exercice à venir, et le budget supplémentaire des dépenses présente de l'information sur les besoins supplémentaires en matière des dépenses qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers.

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2020-2021 est le premier de trois budgets supplémentaires des dépenses prévus pour l'exercice en cours.

Dans le cadre de cet exercice, le président du Conseil du Trésor dépose un document au Parlement qui comprend :

- un sommaire des besoins financiers supplémentaires du gouvernement;
- un aperçu des principales demandes de financement et des initiatives horizontales;
- les faits saillants des nouveaux besoins en matière de crédits et des changements de structure;
- les détails sur le financement par organisation;
- une annexe proposée au projet de loi de crédits devant être approuvé par le Parlement.

En plus du document déposé, les renseignements supplémentaires ci-dessous sont également accessibles en ligne :

- une liste détaillée des postes législatifs inscrits au budget des dépenses;
- une répartition détaillée des dépenses prévues par article courant de dépense, comme le personnel, les services professionnels et les paiements de transfert;
- les dépenses prévues par programme ou objet selon le cadre de rapport ministériel de l'organisation;
- les affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor.

La terminologie qui suit est utilisée dans l'ensemble du document :

- **les dépenses réelles 2018-2019** désignent les dépenses réelles publiées dans les Comptes publics du Canada 2019 (volume II);
- **le budget des dépenses à ce jour 2019-2020** comprend le montant total des besoins inscrits dans le budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses (A) et (B) de l'exercice visé;
- **le budget des dépenses précédent à ce jour** désigne les montants inscrits dans le budget des dépenses précédent de l'exercice en cours, c'est-à-dire le Budget principal des dépenses 2020-2021, dans ce cas-ci;
- **le présent budget supplémentaire des dépenses** renvoie aux exigences inscrites dans le budget supplémentaire des dépenses (A);

- **les autorisations proposées** sont la somme de tous les montants inscrits dans les budgets des dépenses de l'exercice en cours, les autorisations sur deux ans, et les affectations des crédits gérés par le Conseil du Trésor;
- **les dépenses budgétaires** incluent les frais de la dette publique, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert aux autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État;
- **les dépenses non budgétaires**, ou les prêts, placements et avances, sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement. Les montants négatifs indiquent que les recouvrements sont supérieurs aux dépenses;
- l'adjectif **votés ou votées** qualifie les crédits ou les dépenses qui doivent être autorisé(e)s par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits;
- l'adjectif **législatifs ou législatives** qualifie les crédits ou les dépenses qui sont autorisé(e)s par le Parlement par l'entremise d'une loi autre qu'une loi de crédits et dont les prévisions sont présentées à titre d'information pour le Parlement.

Sommaire du budget des dépenses

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2020-2021 présente des renseignements à l'appui des dépenses budgétaires votées de 6,0 milliards de dollars, pour un total de 131,1 milliards de dollars en 2020-2021. Il s'agit d'une augmentation de 4,8 % par rapport aux budgets des dépenses précédents à ce jour.

Comparaison des autorisations proposées, des budgets des dépenses et des dépenses réelles

	Dépenses réelles 2018-2019	Budget des dépenses à ce jour 2019-2020	Budget des dépenses 2020-2021		Autorisations proposées
			Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés	109 783 245 643	134 259 687 528	125 104 431 525	6 038 435 084	131 142 866 609
Postes législatifs	167 022 708 706	175 881 974 479	179 473 110 416	80 922 089 655	260 395 200 071
Total des dépenses budgétaires	276 805 954 349	310 141 662 007	304 577 541 941	86 960 524 739	391 538 066 680
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés	18 453 827	57 103 001	87 203 001	.....	87 203 001
Postes législatifs	44 599 323 288	2 211 800 413	2 958 783 460	200 000 000	3 158 783 460
Total des dépenses non budgétaires	44 617 777 115	2 268 903 414	3 045 986 461	200 000 000	3 245 986 461

Budget des dépenses à ce jour pour 2020-2021

Le Budget principal des dépenses 2020-2021, déposé le 27 février 2020, visait à obtenir l'autorisation du Parlement pour des crédits annuels afin de dépenser 125,1 milliards de dollars en dépenses budgétaires votées et 87,2 millions de dollars en dépenses non budgétaires votées. Le Budget principal des dépenses 2020-2021 présentait également des renseignements au sujet des montants législatifs de 179,5 milliards de dollars en dépenses budgétaires et 3,0 milliards de dollars en prêts, placements et avances.

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2020-2021 fournit des renseignements pour appuyer des crédits budgétaires votés de 6,0 milliards de dollars. Des renseignements sont également présentés sur l'augmentation des dépenses législatives de 80,9 milliards de dollars en dépenses budgétaires et de 200 millions de dollars en prêts, placements et avances.

Lois de crédits en 2020-2021

La *Loi de crédits no 1 pour 2020-2021*, qui a reçu la sanction royale le 13 mars 2020, a fourni des crédits provisoires aux organisations tributaires de crédits pour répondre à leurs besoins pendant les trois premiers mois de l'exercice.

Le 20 avril 2020, la Chambre des communes a adopté une motion qui modifiait l'article 81 du Règlement pour l'année civile 2020, permettant ainsi à la Chambre de continuer d'examiner le Budget principal des dépenses 2020-2021 jusqu'en décembre 2020.

En juin 2020, le président du Conseil du Trésor présentera un projet de loi visant à fournir des crédits provisoires supplémentaires pour le Budget principal des dépenses 2020-2021 et un autre projet de loi visant à approuver le financement dans le présent Budget supplémentaire des dépenses (A) 2020-2021.

Un dernier projet de loi concernant le Budget principal des dépenses 2020-2021 sera présenté en décembre, probablement avec le projet de loi visant à approuver le financement dans le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2020-2021.

Les budgets supplémentaires dans le cadre du budget des dépenses

	Budget des dépenses 2020-2021				
	Budget principal	Budget supplémentaire			Total
		A	B	C	
	(dollars)				
Dépenses budgétaires					
Crédits votés	125 104 431 525	6 038 435 084	.....	.....	131 142 866 609
Postes législatifs	179 473 110 416	80 922 089 655	.....	.....	260 395 200 071
Total des dépenses budgétaires	304 577 541 941	86 960 524 739	.....	.....	391 538 066 680
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés	87 203 001	.....	.....	.....	87 203 001
Postes législatifs	2 958 783 460	200 000 000	.....	.....	3 158 783 460
Total des dépenses non budgétaires	3 045 986 461	200 000 000	.....	.....	3 245 986 461

Principaux postes

Ci-dessous figure une liste des principales initiatives votées, qui sont incluses dans le présent budget supplémentaire des dépenses pour l'approbation du Parlement.

Ministère de la Défense nationale : 585,8 millions de dollars

Fonds pour le projet de navire de soutien interarmées

La construction des deux navires de la classe Protecteur, le NCSM Protecteur et le NCSM Preserver, a commencé en 2018. Ces navires remplaceront les anciens vaisseaux auxiliaires de réapprovisionnement en carburant qui ont atteint la fin de leur durée de vie, et permettront aux navires militaires de rester en mer pendant des périodes beaucoup plus longues sans avoir à retourner au port pour se réapprovisionner en carburant et autres fournitures. Ces nouveaux navires fourniront également des services médicaux, dentaires et mécaniques, et seront capables de prendre en charge la livraison des cargaisons là où il n'existe pas d'installations portuaires. La livraison des navires est prévue pour 2024-2026.

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord : 481,2 millions de dollars

Fonds pour la convention de règlement relative aux externats indiens fédéraux (McLean)

La convention de règlement prévoit l'indemnisation des personnes qui ont fréquenté un externat indien mis sur pied, financé, dirigé et géré par le gouvernement du Canada entre le 1er janvier 1920 et la date de sa fermeture ou de son transfert hors de responsabilité du Canada. Les fonds seront également utilisés pour couvrir les frais juridiques et administratifs ainsi que pour des projets visant à promouvoir la guérison, le mieux-être, l'éducation, la langue, la culture et la commémoration.

Ministère des Services aux Autochtones : 468,2 millions de dollars

Fonds pour les services à l'enfance et à la famille

Ces fonds financeront des services de prévention et de protection visant à favoriser la sécurité et le bien-être des enfants et des familles des Premières Nations vivant dans les réserves. Le ministère, en collaboration avec les agences provinciales déléguées, fournit des programmes et des services comprenant l'intervention précoce et les solutions de rechange aux soins institutionnels traditionnels et aux foyers d'accueil, comme le placement d'enfants avec des membres de leur famille dans un milieu communautaire.

Ministère de l'Industrie, ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, Conseil national de recherches du Canada et Agence de la santé publique du Canada : 405,2 millions de dollars

Fonds pour la stratégie nationale de recherche médicale (COVID-19)

Le 23 avril 2020, un nouveau financement a été annoncé pour soutenir une stratégie nationale de recherche médicale visant à lutter contre la COVID-19. Ces fonds font partie de la réponse médicale du gouvernement à la COVID-19, y compris le suivi et les tests des cas de COVID-19, la mise au point de vaccins et de thérapies, et l'amélioration de la capacité du Canada en matière d'essais cliniques et de biofabrication. Un effort national de séquençage du génome permettra de suivre le virus et de contribuer à la compréhension de ses différentes souches et de la manière dont il rend les gens malades. Les essais cliniques de vaccins et de thérapies seront financés par le secteur privé et les organisations à but non lucratif. La modernisation des capacités de production permettra de préparer la production à grande échelle dès qu'un vaccin sera disponible.

Secrétariat du Conseil du Trésor : 395,8 millions de dollars

Fonds pour le régime d'assurance-invalidité

Les régimes et programmes d'assurance collective de la fonction publique comprennent le régime d'assurance invalidité, qui offre des prestations de remplacement du revenu aux employés syndiqués qui ont épuisé leurs crédits de congé de maladie et sont incapables de travailler pendant une période prolongée en raison d'une maladie ou d'une blessure invalidante. Ce financement répond aux augmentations de coûts liées aux prix et au volume pour environ 250 000 fonctionnaires syndiqués couverts par ce plan.

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien et ministère des Transports : 312,2 millions de dollars

Fonds pour les services de contrôle de la sûreté aérienne

Ces fonds permettront de s'assurer que les voyageurs aériens et les travailleurs des aéroports sont soumis à un contrôle efficace, d'étendre l'utilisation des scanners corporels et de faciliter les négociations sur la transition de l'ACSTA vers une entité indépendante à but non lucratif composée de parties prenantes de l'industrie aéronautique canadienne.

Instituts de recherche en santé du Canada, ministère de l'Industrie, ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et Conseil national de recherches Canada : 274,5 millions de dollars

Fonds pour les mesures d'intervention d'urgence en matière de recherche et d'innovation (COVID-19)

Le 11 mars 2020, 275 millions de dollars ont été annoncés pour le Plan d'action pour la recherche, l'innovation et la réaction de l'industrie afin de renforcer la capacité du Canada en matière de recherche et de développement, y compris la recherche sur les contre-mesures médicales. Ces fonds permettront de soutenir la capacité nationale à mettre au point et à fabriquer des contre-mesures médicales, notamment de l'équipement de protection individuelle, des traitements, des tests de diagnostic et des vaccins.

VIA Rail Canada Inc. : 264,6 millions de dollars**Fonds pour VIA Rail Inc.**

VIA offre des services ferroviaires voyageurs dans toutes les régions du Canada, sur un réseau de 12 500 kilomètres. Ces fonds permettront de répondre aux besoins de la société, de poursuivre ses activités et de maintenir ses immobilisations en bon état.

Ministère des Relations Couronne Autochtones et des Affaires du Nord : 260,0 millions de dollars**Fonds pour le règlement concernant la rafle des années 1960**

Le 30 novembre 2017, le gouvernement du Canada est parvenu à un règlement avec les survivants de la rafle des années 1960.

Le règlement prévoit une indemnisation pour les Indiens inscrits et les Inuit adoptés par des familles non autochtones, devenus des pupilles de la Couronne ou qui ont été placés dans des établissements de soins permanents entre le 1er janvier 1951 et le 31 décembre 1991.

Au total, l'entente prévoit une indemnisation de 500 à 750 millions de dollars pour les survivants, 50 millions de dollars pour la Fondation pour les survivants de la rafle des années 1960, 75 millions de dollars pour les frais d'avocat des demandeurs, et des fonds pour les frais administratifs pour mettre en œuvre l'entente. Les fonds prévus dans le présent budget des dépenses continueront la mise en œuvre du règlement.

Ministère des Services aux Autochtones : 232,0 millions de dollars**Fonds pour les services de santé, sociaux et d'éducation et le soutien aux enfants des Premières Nations en vertu du principe de Jordan**

Ces fonds seront utilisés pour répondre à un large éventail de besoins en matière de santé, de services sociaux et d'éducation en vertu du principe de Jordan, qui garantit que tous les enfants des Premières Nations vivant au Canada peuvent avoir accès aux produits, services et mesures de soutien dont ils ont besoin, au moment où ils en ont besoin.

Modifications apportées aux autorisations

Les autorisations nouvelles et modifiées ci-dessous sont demandées au moyen de la loi de crédits pour le présent budget des dépenses :

- Le Service correctionnel du Canada ajoute le crédit 10 pour augmenter l'autorisation de prélèvement du Fonds renouvelable de CORCAN.

Budget des dépenses par organisation

Au total, 122 organisations sont présentées dans le budget des dépenses 2020-2021. De ces organisations, 42 ont défini des besoins additionnels dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Budget des dépenses par organisation

	Budget des dépenses 2020-2021				
	Dépenses réelles 2018-2019	Budget des dépenses à ce jour 2019-2020	Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Budgétaire					
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	817 770 631	898 271 254	562 700 000	309 400 000	872 100 000
Administration du pipe-line du Nord	230 481	1 084 070	1 083 120	.....	1 083 120
Agence canadienne d'évaluation d'impact	47 564 021	72 340 163	76 483 395	.....	76 483 395
Agence canadienne d'inspection des aliments	792 307 291	735 976 622	729 699 296	19 448 514	749 147 810
Agence canadienne de développement économique du Nord	45 823 015	67 590 045	64 301 110	34 300 000	98 601 110
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	293 136 844	329 197 937	300 956 458	211 384 427	512 340 885
Agence de la santé publique du Canada	675 351 991	640 758 771	641 826 715	2 301 752 010	2 943 578 725
Agence de promotion économique du Canada atlantique	349 597 552	349 520 966	301 015 764	109 984 632	411 000 396
Agence des services frontaliers du Canada	2 154 937 683	2 197 512 236	2 207 267 835	.....	2 207 267 835
Agence du revenu du Canada	5 121 113 058	4 526 961 632	7 939 991 193	.....	7 939 991 193
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	236 705 798	265 967 366	252 156 146	253 673 687	505 829 833
Agence Parcs Canada	1 460 324 164	1 678 287 818	1 107 531 851	141 219 297	1 248 751 148
Agence spatiale canadienne	305 745 600	398 699 053	326 026 417	.....	326 026 417
Autorité du pont Windsor-Détroit	330 500 000	831 733 625	778 634 323	.....	778 634 323
Bibliothèque du Parlement	47 529 391	51 100 298	53 408 759	.....	53 408 759
Bibliothèque et Archives du Canada	124 630 164	164 308 300	136 612 103	.....	136 612 103
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	32 120 902	33 523 270	33 608 135	.....	33 608 135
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	5 201 287	5 322 796	5 303 610	.....	5 303 610
Bureau de l'infrastructure du Canada	5 654 251 732	10 935 587 591	7 860 557 193	.....	7 860 557 193
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	34 657 197	.....	.....	.....	.....
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	595 476 569	617 710 000	655 616 954	.....	655 616 954
Bureau du commissaire au renseignement	.....	.....	2 139 375	.....	2 139 375
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	6 517 765	7 142 923	7 514 511	.....	7 514 511
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	2 123 396	2 144 935	.....	.....	.....
Bureau du Conseil privé	214 277 265	189 293 468	166 122 913	58 336 564	224 459 477
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	1 141 279	1 357 010	1 352 901	.....	1 352 901
Bureau du directeur des poursuites pénales	196 768 325	202 161 749	200 698 545	.....	200 698 545
Bureau du directeur général des élections	183 748 473	498 079 615	133 680 430	.....	133 680 430
Bureau du directeur parlementaire du budget	5 431 405	7 755 698	7 246 196	.....	7 246 196

Budget des dépenses par organisation

	Budget des dépenses 2020-2021				
	Dépenses réelles 2018-2019	Budget des dépenses à ce jour 2019-2020	Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Bureau du secrétaire du gouverneur général	23 177 102	23 115 511	23 197 577	.....	23 197 577
Bureau du surintendant des institutions financières	168 283 218	165 419 339	201 055 674	.....	201 055 674
Bureau du vérificateur général	88 001 866	88 238 296	87 906 474	.....	87 906 474
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	10 560 048	9 047 301	11 317 140	.....	11 317 140
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	51 391 288	56 547 518	56 809 452	.....	56 809 452
Centre de la sécurité des télécommunications	681 655 834	764 101 413	711 781 372	.....	711 781 372
Centre de recherches pour le développement international	140 366 150	142 907 117	141 848 784	.....	141 848 784
Chambre des communes	487 413 018	520 719 615	516 369 044	.....	516 369 044
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	4 992 553	5 154 817	.....	.....	.....
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	2 311 207	4 053 312	3 209 167	.....	3 209 167
Comité externe d'examen des griefs militaires	6 309 889	6 801 924	6 883 603	.....	6 883 603
Commissariat à l'intégrité du secteur public	5 621 112	5 527 386	5 582 330	.....	5 582 330
Commissariat au lobbying	5 309 614	4 854 416	4 556 920	.....	4 556 920
Commissariat aux langues officielles	21 902 520	21 680 305	21 517 955	.....	21 517 955
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	39 738 792	45 821 624	42 729 974	.....	42 729 974
Commission canadienne de sûreté nucléaire	148 923 106	144 645 174	143 834 973	.....	143 834 973
Commission canadienne des droits de la personne	22 712 846	25 786 271	32 497 272	.....	32 497 272
Commission canadienne des grains	2 153 157	6 141 489	6 593 140	.....	6 593 140
Commission canadienne du lait	3 979 440	3 772 890	3 903 550	.....	3 903 550
Commission canadienne du tourisme	98 682 907	100 665 913	95 665 913	.....	95 665 913
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	9 885 329	11 116 143	10 186 587	.....	10 186 587
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	4 775 505	4 756 932	4 802 446	.....	4 802 446
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	158 358 635	223 467 352	279 126 875	.....	279 126 875
Commission de la capitale nationale	109 488 016	136 262 540	90 358 645	52 404 000	142 762 645
Commission de la fonction publique	86 565 632	85 459 355	89 802 675	.....	89 802 675
Commission des champs de bataille nationaux	10 858 717	9 326 814	8 890 515	.....	8 890 515
Commission des débats des chefs	141 793	4 629 699	1	.....	1
Commission des libérations conditionnelles du Canada	49 754 270	49 079 536	47 321 937	.....	47 321 937
Commission du droit d'auteur	3 733 598	4 177 804	4 225 668	.....	4 225 668
Commission mixte internationale (section canadienne)	8 502 605	11 249 939	12 298 187	.....	12 298 187

Budget des dépenses par organisation

	Budget des dépenses 2020-2021				
	Dépenses réelles 2018-2019	Budget des dépenses à ce jour 2019-2020	Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Conseil canadien des normes	17 973 672	17 910 000	18 321 000	.....	18 321 000
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	10 298 335	16 612 511	17 804 400	.....	17 804 400
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	11 080 444	15 392 486	12 795 674	27 330 000	40 125 674
Conseil de recherches en sciences humaines	873 129 828	941 908 069	977 050 285	873 173	977 923 458
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 330 149 905	1 362 903 251	1 365 315 934	.....	1 365 315 934
Conseil des Arts du Canada	292 790 894	327 771 295	362 644 295	55 000 000	417 644 295
Conseil national de recherches du Canada	1 145 203 852	1 203 036 983	1 217 256 017	312 384 400	1 529 640 417
École de la fonction publique du Canada	85 235 139	87 677 758	79 687 920	.....	79 687 920
Énergie atomique du Canada, Limitée	829 233 292	1 197 832 026	1 253 935 845	.....	1 253 935 845
Gendarmerie royale du Canada	3 789 228 428	3 930 424 091	3 516 515 972	221 179 838	3 737 695 810
Instituts de recherche en santé du Canada	1 150 927 127	1 200 471 228	1 214 858 650	153 058 792	1 367 917 442
Investir au Canada	10 718 935	36 056 589	34 291 556	.....	34 291 556
La Société des ponts fédéraux Limitée	3 463 982	.....	.....	.....	.....
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	166 797 775	322 063 784	327 620 136	.....	327 620 136
Marine Atlantique S.C.C.	125 945 000	155 904 000	55 675 667	84 900 000	140 575 667
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	2 157 945 637	2 934 857 612	2 539 411 429	252 500 000	2 791 911 429
Ministère de l'Emploi et du Développement social	61 202 150 819	65 339 308 107	68 641 745 388	70 140 915 079	138 782 660 467
Ministère de l'Environnement	1 393 354 692	1 962 992 504	1 982 973 462	.....	1 982 973 462
Ministère de l'Industrie	2 276 001 071	2 973 676 575	3 050 145 613	628 394 742	3 678 540 355
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	2 403 858 757	3 353 738 110	2 841 179 568	123 806 116	2 964 985 684
Ministère de la Défense nationale	21 615 941 912	23 153 726 787	23 317 935 718	757 559 488	24 075 495 206
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	242 367 541	310 269 951	274 952 973	323 962 973	598 915 946
Ministère de la Justice	788 807 345	780 186 132	769 017 219	.....	769 017 219
Ministère de la Santé	2 369 749 252	2 624 456 658	2 727 759 160	279 128 687	3 006 887 847
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	727 600 440	897 735 805	725 522 972	100 000 000	825 522 972
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	7 056 875 302	7 361 494 333	7 484 223 417	50 974 321	7 535 197 738
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	4 431 657 305	6 977 875 609	.....	.....	.....
Ministère des Anciens Combattants	4 690 462 953	5 275 942 274	5 237 702 254	87 725 159	5 325 427 413
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	37 489 169	115 925 602	129 807 698	40 000 000	169 807 698
Ministère des Finances	94 097 710 160	98 970 991 470	99 525 062 956	1 548 584 030	101 073 646 986
Ministère des Pêches et des Océans	3 282 911 070	3 369 195 052	3 462 610 345	559 621 631	4 022 231 976
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	.....	1 276 991 586	4 885 423 507	879 504 508	5 764 928 015
Ministère des Ressources naturelles	1 402 966 977	2 538 820 856	1 379 014 593	83 466 742	1 462 481 335

Budget des dépenses par organisation

	Budget des dépenses 2020-2021				
	Dépenses réelles 2018-2019	Budget des dépenses à ce jour 2019-2020	Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Ministère des Services aux Autochtones	11 587 017 459	13 315 377 698	12 812 201 035	1 703 958 395	14 516 159 430
Ministère des Transports	1 228 931 304	2 100 765 349	1 899 498 387	52 621 299	1 952 119 686
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	3 879 076 634	4 441 714 808	4 048 272 019	745 090 593	4 793 362 612
Ministère du Patrimoine canadien	1 409 564 221	1 593 517 930	1 535 137 411	418 000 000	1 953 137 411
Musée canadien de l'histoire	76 246 579	75 630 284	72 188 284	.....	72 188 284
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	8 241 303	7 905 183	7 895 183	.....	7 895 183
Musée canadien de la nature	31 115 297	28 981 201	26 811 201	.....	26 811 201
Musée canadien des droits de la personne	25 335 980	26 954 953	25 502 953	.....	25 502 953
Musée des beaux-arts du Canada	51 461 041	46 613 922	46 673 922	.....	46 673 922
Musée national des sciences et de la technologie	30 242 918	30 842 380	30 567 380	.....	30 567 380
Office des transports du Canada	33 144 190	38 535 389	32 194 990	.....	32 194 990
Office national de l'énergie	108 105 967	95 354 751	.....	.....	.....
Office national du film	70 510 134	68 370 782	64 891 409	.....	64 891 409
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	.....	9 891 190	15 318 432	.....	15 318 432
Régie canadienne de l'énergie	.....	2 610 546	79 549 330	.....	79 549 330
Registraire de la Cour suprême du Canada	37 748 225	36 856 809	37 961 386	.....	37 961 386
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	.....	19 523 508	24 284 970	.....	24 284 970
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5 270 574	6 143 317	5 956 021	.....	5 956 021
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	3 632 272	3 490 728	3 549 666	.....	3 549 666
Secrétariat du Conseil du Trésor	6 155 857 445	7 588 422 275	6 035 736 785	489 406 395	6 525 143 180
Sénat	96 090 131	114 188 759	115 563 738	.....	115 563 738
Service administratif des tribunaux judiciaires	85 319 280	94 863 947	92 868 489	.....	92 868 489
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	69 530 990	64 154 187	72 679 604	.....	72 679 604
Service canadien du renseignement de sécurité	586 607 955	622 434 950	649 930 282	.....	649 930 282
Service correctionnel du Canada	2 589 320 065	2 650 251 566	2 553 839 120	1	2 553 839 121
Service de protection parlementaire	83 844 538	90 944 466	92 605 109	.....	92 605 109
Services partagés Canada	1 847 809 063	2 127 558 553	2 055 177 130	5 538 346	2 060 715 476
Société canadienne d'hypothèques et de logement	2 086 437 654	2 744 251 250	2 919 967 012	3 038 678 000	5 958 645 012
Société canadienne des postes	22 210 000	22 210 000	22 210 000	.....	22 210 000
Société du Centre national des Arts	35 439 021	35 270 142	35 270 142	.....	35 270 142
Société Radio-Canada	1 210 831 413	1 210 797 846	1 210 797 846	.....	1 210 797 846
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	24 656 671	32 801 608	31 177 617	.....	31 177 617
Statistique Canada	507 744 090	513 281 565	615 448 697	.....	615 448 697

Budget des dépenses par organisation

	Budget des dépenses 2020-2021				
	Dépenses réelles 2018-2019	Budget des dépenses à ce jour 2019-2020	Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Téléfilm Canada	101 898 978	109 378 949	101 878 949	27 000 000	128 878 949
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	9 906 100	10 911 155	10 957 720	.....	10 957 720
VIA Rail Canada Inc.	496 246 801	732 794 011	546 909 001	277 458 900	824 367 901
Total budgétaire	276 805 954 349	310 141 662 007	304 577 541 941	86 960 524 739	391 538 066 680
Non budgétaire					
Commission canadienne du lait	4 519 334	.....	.....	.....	.....
Ministère de l'Emploi et du Développement social	1 286 977 547	1 188 500 746	1 017 492 886	.....	1 017 492 886
Ministère de l'Industrie	.....	800 000	800 000	.....	800 000
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	6 817 034	.....	.....	.....	.....
Ministère de la Défense nationale	6 578 674	.....	.....	.....	.....
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	8 401 786	17 000 001	71 140 001	.....	71 140 001
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	13 530 185	56 303 000	.....	.....	.....
Ministère des Anciens Combattants	(1 807)	.....	.....	.....	.....
Ministère des Finances	43 877 471 677	51 400 000	50 200 000	200 000 000	250 200 000
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	.....	.....	25 903 000	.....	25 903 000
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	4 282 463	.....	.....	.....	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement	(590 799 778)	954 899 667	1 880 450 574	.....	1 880 450 574
Total non budgétaire	44 617 777 115	2 268 903 414	3 045 986 461	200 000 000	3 245 986 461

Postes horizontaux

Les postes inscrits dans ce tableau sont des initiatives horizontales et des postes financés conjointement. Ces deux types de postes horizontaux concernent deux organisations ou plus ayant une entente de financement officielle (par exemple, un mémoire au Cabinet ou une présentation au Conseil du Trésor). Dans le cadre des initiatives horizontales, les organisations travaillent en partenariat en vue d'atteindre des résultats communs. Dans le cadre des postes financés conjointement, les organisations reçoivent un financement supplémentaire, et chacune contribue de manière indépendante à la réalisation des objectifs énoncés.

Postes horizontaux

Organisation	Montant (dollars)
Fonds pour la stratégie nationale de recherche médicale (COVID-19)	
Ces fonds font partie de la réponse médicale du gouvernement à la COVID-19, y compris le suivi et les tests des cas de COVID-19, la mise au point de vaccins et de thérapies, et l'amélioration de la capacité du Canada en matière d'essais cliniques et de biofabrication.	
Agence de la santé publique du Canada	5 051 228
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour le Laboratoire national de microbiologie afin de couvrir les coûts de séquençage génomique direct, de stocker, gérer et analyser les données, et d'exercer à l'échelle nationale une surveillance moléculaire de l'épidémie de COVID-19. • Subventions pour l'intensification immédiate de la recherche d'un vaccin menée par le Réseau canadien de recherche sur l'immunisation et de la capacité de celui-ci à surveiller la sécurité et l'efficacité du vaccin contre la COVID-19. 	
Conseil national de recherches du Canada	17 090 800
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement et en capital pour la deuxième phase de modernisation de l'installation de recherche en thérapeutique en santé humaine du CNRC à Montréal, y compris la production de lots de vaccins candidats pour les essais cliniques, l'entretien des installations, ainsi que la dotation en nouveaux équipements et infrastructures pour permettre le remplissage et l'emballage des doses individuelles dès qu'un vaccin sera disponible. 	
Ministère de l'Industrie	375 066 499
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement et contributions pour financer les essais cliniques sur le vaccin et les thérapies contre la COVID-19 menés par le secteur privé, les possibilités de biofabrication au Canada et les efforts de séquençage génomique. 	
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	8 000 000
<ul style="list-style-type: none"> • Contributions au Vaccine and Infectious Disease Organization-International Vaccine Centre de l'Université de la Saskatchewan pour accélérer la mise au point d'un vaccin prototype contre la COVID-19. 	
Total des postes législatifs	1 124 394
Total	406 332 921

Fonds pour les services de contrôle de la sûreté aérienne

Ces fonds permettront de s'assurer que les voyageurs aériens et les travailleurs des aéroports sont soumis à un contrôle efficace, d'étendre l'utilisation des scanners corporels et de faciliter les négociations sur la transition de l'ACSTA vers une entité indépendante à but non lucratif composée de parties prenantes de l'industrie aéronautique canadienne.

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	309 400 000
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement et en capital pour soutenir le contrôle des passagers et des non-passagers, y compris l'achat et l'installation du matériel nécessaire. 	
Ministère des Transports	2 800 000
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour la négociation du transfert éventuel des services de contrôle de la sûreté aérienne à une entité privée à but non lucratif. 	
Total	312 200 000

Fonds pour les mesures d'intervention d'urgence en matière de recherche et d'innovation (COVID-19)

Ces fonds permettront de soutenir la capacité nationale à mettre au point et à fabriquer des contre-mesures médicales, notamment de l'équipement de protection individuelle, des traitements, des tests de diagnostic et des vaccins.

Conseil national de recherches du Canada (ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Trésor - Dépenses éventuelles du gouvernement)	44 513 300
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement et en capital pour moderniser son installation de recherche en thérapeutique en santé humaine située à Montréal afin de permettre la fabrication d'un vaccin ou d'autres traitements contre la COVID-19. • Subventions pour accélérer la mise au point et à l'essai d'outils de test de diagnostic et d'équipement de protection individuelle dans le cadre de projets à plus petite échelle. 	
Instituts de recherche en santé du Canada	25 795 292
<ul style="list-style-type: none"> • Subventions pour financer la recherche sur la COVID-19 dans le cadre de la possibilité de financement pour une intervention de recherche rapide de l'IRSC. 	
Ministère de l'Industrie	192 204 708
<ul style="list-style-type: none"> • Contributions pour soutenir la recherche à grande échelle visant à mettre au point et à fabriquer des vaccins, des thérapies et de l'équipement de protection individuelle. 	
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	12 000 000
<ul style="list-style-type: none"> • Contributions pour la modernisation des installations existantes exploitées par l'organisme affilié à l'Université de la Saskatchewan, le Vaccine and Infectious Disease Organization-International Vaccine Centre, afin de permettre la fabrication de vaccins humains. 	
Total des postes législatifs	423 900
Total	274 937 200

Fonds pour accroître l'intégrité des frontières et du système d'octroi de l'asile du Canada

Le système d'octroi de l'asile du Canada a subi des pressions liées au nombre élevé de demandeurs d'asile. Ce financement sera utilisé pour améliorer l'interopérabilité de divers systèmes de technologie de l'information liés au système d'octroi de l'asile afin d'accroître l'efficacité administrative et d'accélérer le traitement des demandes.

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	20 270 974
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement et en capital pour préparer et apporter des améliorations à plusieurs systèmes de technologie de l'information. 	
Services partagés Canada	3 082 833
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement et en capital pour des services de gestion de projet et pour fournir des mises à niveau techniques de l'architecture et de l'infrastructure, y compris une capacité informatique accrue et de l'espace de stockage d'informations supplémentaire. 	
Total des postes législatifs	1 055 142
Total	24 408 949

Fonds pour une proposition de train à grande fréquence

Ces fonds financeront les travaux préparatoires liés à la proposition de service ferroviaire à haute fréquence reliant Toronto et Québec.

Ministère des Transports	1 871 425
• Dépenses de fonctionnement pour poursuivre l'examen de la proposition de train à grande fréquence.	
VIA Rail Canada Inc.	12 850 000
• Dépenses de fonctionnement pour poursuivre la collaboration avec d'autres opérateurs ferroviaires afin d'assurer l'interopérabilité et l'accès, et pour réaliser avec diligence raisonnable des travaux supplémentaires liés à la proposition.	
Total des postes législatifs	<u>116 061</u>
Total	14 837 486

Fonds pour répondre au rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées : Réclamer notre pouvoir et notre place

Ce financement sera utilisé pour mobiliser les organismes autochtones dans l'élaboration et la mise en œuvre de mesures en réponse au rapport final de l'Enquête nationale, et pour lutter contre la violence fondée sur le genre subie par les femmes, filles et personnes LGBTQ2 autochtones.

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	6 000 000
• Contributions pour soutenir les organismes autochtones et LGBTQ2 nationaux et régionaux.	
Ministère des Services aux Autochtones	4 172 087
• Dépenses de fonctionnement et contributions pour financer les coûts opérationnels des nouveaux refuges, appuyer les projets de prévention de la violence et collaborer avec les organismes métis dans la mise en place de refuges et de projets de prévention de la violence menés par la communauté.	
Société canadienne d'hypothèques et de logement	3 278 000
• Dépenses pour la création de refuges dans les réserves et les territoires.	
Total des postes législatifs	<u>25 362</u>
Total	13 475 449

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES (A) 2020-2021

Détails par organisation

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	1
Agence canadienne d'inspection des aliments	2
Agence canadienne de développement économique du Nord	3
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	5
Agence de la santé publique du Canada	7
Agence de promotion économique du Canada atlantique	9
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	11
Agence Parcs Canada	13
Bureau du Conseil privé	14
Commission de la capitale nationale	15
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	16
Conseil de recherches en sciences humaines	17
Conseil des Arts du Canada	18
Conseil national de recherches du Canada	19
Gendarmerie royale du Canada	21
Instituts de recherche en santé du Canada	22
Marine Atlantique S.C.C.	24
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	25
Ministère de l'Emploi et du Développement social	27
Ministère de l'Industrie	30
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	32
Ministère de la Défense nationale	34
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	36
Ministère de la Santé	38
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	40
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	42
Ministère des Anciens Combattants	44
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	45
Ministère des Finances	47
Ministère des Pêches et des Océans	49
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	51
Ministère des Ressources naturelles	53
Ministère des Services aux Autochtones	55
Ministère des Transports	57
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	59
Ministère du Patrimoine canadien	60
Secrétariat du Conseil du Trésor	61
Service correctionnel du Canada	62
Services partagés Canada	63
Société canadienne d'hypothèques et de logement	64
Téléfilm Canada	66
VIA Rail Canada Inc.	67

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	562 700 000	..... 309 400 000	872 100 000
Total des dépenses budgétaires		562 700 000	..... 309 400 000	872 100 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les services de contrôle de la sûreté aérienne (poste horizontal)

Crédit 1a

309 400 000

Total des crédits à adopter

309 400 000

Total des dépenses budgétaires

309 400 000

Agence canadienne d'inspection des aliments

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	567 849 922	..... 16 147 819	583 997 741
5	Dépenses en capital	19 669 966	..... ..	19 669 966
Total des crédits		587 519 888	..... 16 147 819	603 667 707
Total des postes législatifs		142 179 408	..... 3 300 695	145 480 103
Total des dépenses budgétaires		729 699 296	..... 19 448 514	749 147 810

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour augmenter la capacité d'inspection des aliments et protéger l'intégrité du système canadien de salubrité des aliments (COVID-19)	Crédit 1a	16 147 819
---	-----------	-------------------

Total des crédits à adopter	16 147 819
------------------------------------	-------------------

Total des crédits législatifs	3 300 695
--------------------------------------	------------------

Total des dépenses budgétaires	19 448 514
---------------------------------------	-------------------

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	76 679 408	3 300 695	79 980 103

Agence canadienne de développement économique du Nord

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	17 365 446	.....	.....	17 365 446
5a Subventions et contributions	45 339 219	.....	29 300 000	74 639 219
Total des crédits	62 704 665	.....	29 300 000	92 004 665
Total des postes législatifs	1 596 445	.....	5 000 000	6 596 445
Total des dépenses budgétaires	64 301 110	.....	34 300 000	98 601 110

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour soutenir les petites et moyennes entreprises (COVID-19)	Crédit 5a	20 000 000
Fonds pour le Réseau de développement des collectivités (COVID-19)	Crédit 5a	9 300 000
Total des crédits à adopter		29 300 000
Total des crédits législatifs		5 000 000
Total des dépenses budgétaires		34 300 000

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour l'initiative inclusion diversifiée et évolution économique dans le Nord	2 500 000	10 000 000	12 500 000
Contributions			
Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada	28 891 950	19 300 000	48 191 950

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Paiements pour offrir un soutien financier aux petites et aux moyennes entreprises en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	2 500 000	2 500 000
Paiements pour le Réseau de développement des collectivités en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	2 500 000	2 500 000

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	40 468 977	.....	973 958	41 442 935
5a Subventions et contributions	255 628 788	.....	132 147 500	387 776 288
Total des crédits	296 097 765	.....	133 121 458	429 219 223
Total des postes législatifs	4 858 693	.....	78 262 969	83 121 662
Total des dépenses budgétaires	300 956 458	.....	211 384 427	512 340 885

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour soutenir les petites et moyennes entreprises (COVID-19)	Crédit 1a	973 958
	Crédit 5a	113 847 500
Total		114 821 458

Fonds pour le Réseau de développement des collectivités (COVID-19)	Crédit 5a	18 300 000
--	-----------	-------------------

Total des crédits à adopter **133 121 458**

Total des crédits législatifs **78 262 969**

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (600 000 \$) à la subvention au titre du programme Croissance économique régionale par l'innovation	Crédit 5a
--	-----------	-------

Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (600 000 \$) à la subvention au titre du Programme de développement économique du Québec	Crédit 5a
---	-----------	-------

Total des transferts **.....**

Total des dépenses budgétaires **211 384 427**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	1 000 000	14 600 000	15 600 000
Subventions en vertu du Programme de développement économique du Québec	2 000 000	600 000	2 600 000
Contributions			
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	159 368 056	99 247 500	258 615 556
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	33 497 174	18 300 000	51 797 174

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Paiements pour le Réseau de développement des collectivités en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	. . . . .	53 000 000	53 000 000
Paiements pour offrir un soutien financier aux petites et aux moyennes entreprises en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	. . . . .	25 000 000	25 000 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 858 693	262 969	5 121 662

Agence de la santé publique du Canada

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	341 293 425	..... 38 889 663	380 183 088
5	Dépenses en capital	6 798 000	.....	6 798 000
10a	Subventions et contributions	250 789 983	..... 3 361 565	254 151 548
Total des crédits		598 881 408	..... 42 251 228	641 132 636
Total des postes législatifs		42 945 307	..... 2 259 500 782	2 302 446 089
Total des dépenses budgétaires		641 826 715	..... 2 301 752 010	2 943 578 725

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour développer la capacité nationale de production d'équipement de protection individuelle (COVID-19)	Crédit 1a	37 200 000
Fonds pour la stratégie nationale de recherche médicale (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 1a	1 689 663
	Crédit 10a	3 361 565
Total		5 051 228
Total des crédits à adopter		42 251 228
Total des crédits législatifs		2 259 500 782
Total des dépenses budgétaires		2 301 752 010

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique	.....	2 983 565	2 983 565
Subventions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de renforcement des capacités communautaires, de stimulation du développement et de la transmission des connaissances, et de l'établissement de partenariats et collaboration intersectorielle	23 759 000	378 000	24 137 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Paiements pour obtenir du matériel de protection et de l'équipement médical en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	1 800 000 000	1 800 000 000
Paiements pour le Consortium de sérosurveillance en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	200 000 000	200 000 000
Paiements pour soutenir la réponse initiale du Canada à la COVID-19 en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	177 068 800	177 068 800
Paiements pour soutenir la réponse améliorée du Canada à la COVID-19 en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	74 700 000	74 700 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	29 532 565	231 982	29 764 547
Paiements à Jeunesse, J'écoute en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	7 500 000	7 500 000

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	68 395 032	.....	498 312	68 893 344
5a Subventions et contributions	223 992 801	.....	69 382 500	293 375 301
Total des crédits	292 387 833	.....	69 880 812	362 268 645
Total des postes législatifs	8 627 931	.....	40 103 820	48 731 751
Total des dépenses budgétaires	301 015 764	.....	109 984 632	411 000 396

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour soutenir les petites et moyennes entreprises (COVID-19)	Crédit 1a	498 312
	Crédit 5a	35 082 500
Total		35 580 812

Fonds pour le Réseau de développement des collectivités (COVID-19)	Crédit 5a	34 300 000
--	-----------	-------------------

Total des crédits à adopter **69 880 812**

Total des crédits législatifs **40 103 820**

Total des dépenses budgétaires **109 984 632**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	98 192 481	35 082 500	133 274 981
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	12 642 000	34 300 000	46 942 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Paiements pour offrir un soutien financier aux petites et aux moyennes entreprises en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	. . . . .	31 000 000	31 000 000
Paiements pour le Réseau de développement des collectivités en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	. . . . .	9 000 000	9 000 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 627 931	103 820	8 731 751

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	30 390 354	.....	3 035 250	33 425 604
5a Subventions et contributions	218 183 579	.....	101 500 000	319 683 579
Total des crédits	248 573 933	.....	104 535 250	353 109 183
Total des postes législatifs	3 582 213	.....	149 138 437	152 720 650
Total des dépenses budgétaires	252 156 146	.....	253 673 687	505 829 833

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour soutenir les petites et moyennes entreprises (COVID-19)	Crédit 1a	3 035 250
	Crédit 5a	100 000 000
Total		103 035 250

Fonds pour le programme de Croissance économique régionale par l'innovation	Crédit 5a	1 500 000
---	-----------	------------------

Total des crédits à adopter **104 535 250**

Total des crédits législatifs **149 138 437**

Total des dépenses budgétaires **253 673 687**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions en vertu du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	150 731 623	101 500 000	252 231 623

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Paiements pour offrir un soutien financier aux petites et aux moyennes entreprises en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	. . . . .	109 378 999	109 378 999
Paiements pour le Réseau de développement des collectivités en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	. . . . .	39 400 000	39 400 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 582 213	359 438	3 941 651

Agence Parcs Canada

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	898 652 518	.....	136 043 667	1 034 696 185
5 Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques	9 992 000	.....	.....	9 992 000
Total des crédits	908 644 518	.....	136 043 667	1 044 688 185
Total des postes législatifs	198 887 333	.....	5 175 630	204 062 963
Total des dépenses budgétaires	1 107 531 851	.....	141 219 297	1 248 751 148

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les immobilisations dans les parcs nationaux, les aires de conservation et les lieux historiques du Canada (budget fédéral de 2019)	Crédit 1a	136 043 667
--	-----------	--------------------

Total des crédits à adopter	136 043 667
------------------------------------	--------------------

Total des crédits législatifs	5 175 630
--------------------------------------	------------------

Total des dépenses budgétaires	141 219 297
---------------------------------------	--------------------

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	48 887 333	5 175 630	54 062 963

Bureau du Conseil privé

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	148 367 516	.....	56 409 842	204 777 358
Total des crédits	148 367 516	.....	56 409 842	204 777 358
Total des postes législatifs	17 755 397	.....	1 926 722	19 682 119
Total des dépenses budgétaires	166 122 913	.....	58 336 564	224 459 477

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la communication et le marketing (COVID-19)	Crédit 1a	48 710 504
Fonds pour appuyer la présence régionale et pour stabiliser ainsi qu'améliorer la capacité du BCP et le transfert du personnel exonéré vers les bureaux régionaux des ministres	Crédit 1a	7 699 338
Total des crédits à adopter		56 409 842
Total des crédits législatifs		1 926 722
Total des dépenses budgétaires		58 336 564

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	17 302 697	1 926 722	19 229 419

Commission de la capitale nationale

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement	66 609 096	.....	5 835 000	72 444 096
5a Paiements à la Commission pour les dépenses en capital	23 749 549	.....	46 569 000	70 318 549
Total des dépenses budgétaires	90 358 645	.....	52 404 000	142 762 645

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'entretien des ponts et l'infrastructure	Crédit 1a	5 835 000
	Crédit 5a	46 569 000
Total		52 404 000
Total des crédits à adopter		52 404 000
Total des dépenses budgétaires		52 404 000

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	5 053 157	.....	22 200 000	27 253 157
Total des crédits	5 053 157	.....	22 200 000	27 253 157
Total des postes législatifs	7 742 517	.....	5 130 000	12 872 517
Total des dépenses budgétaires	12 795 674	.....	27 330 000	40 125 674

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les besoins opérationnels essentiels (COVID-19) (ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Trésor - Dépenses éventuelles du gouvernement)

Crédit 1a

22 200 000

Total des crédits à adopter

22 200 000

Total des crédits législatifs

5 130 000

Total des dépenses budgétaires

27 330 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 742 517	5 130 000	12 872 517

Conseil de recherches en sciences humaines

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	34 825 266	.....	.....	34 825 266
5a Subventions	938 395 419	.....	873 173	939 268 592
Total des crédits	973 220 685	.....	873 173	974 093 858
Total des postes législatifs	3 829 600	.....	.....	3 829 600
Total des dépenses budgétaires	977 050 285	.....	873 173	977 923 458

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour accroître l'innovation grâce à des partenariats entre les collèges, les universités et les entreprises locales du Canada	Crédit 5a	873 173
---	-----------	----------------

Total des crédits à adopter

873 173

Total des dépenses budgétaires

873 173

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	5 150 000	873 173	6 023 173

Conseil des Arts du Canada

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Paiements au Conseil	362 644 295	.....	.....	362 644 295
Total des crédits	362 644 295	.....	.....	362 644 295
Total des postes législatifs	.....	.....	55 000 000	55 000 000
Total des dépenses budgétaires	362 644 295	.....	55 000 000	417 644 295

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Total des crédits législatifs	55 000 000
Total des dépenses budgétaires	55 000 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Paiements pour la création du Fonds d'urgence pour soutenir les organismes chargés de la culture, du patrimoine et du sport dans le contexte de la COVID-19 en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	55 000 000	55 000 000

Conseil national de recherches du Canada

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	454 716 057	20 604 100	475 320 157
5a	Dépenses en capital	56 400 030	21 000 000	77 400 030
10a	Subventions et contributions	461 135 770	20 000 000	481 135 770
Total des crédits		972 251 857	61 604 100	1 033 855 957
Total des postes législatifs		245 004 160	250 780 300	495 784 460
Total des dépenses budgétaires		1 217 256 017	312 384 400	1 529 640 417

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les mesures d'intervention d'urgence en matière de recherche et d'innovation (COVID-19) (ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Trésor - Dépenses éventuelles du gouvernement) (poste horizontal)	Crédit 1a	9 513 300
	Crédit 5a	15 000 000
	Crédit 10a	20 000 000

Total		44 513 300
-------	--	-------------------

Fonds pour la stratégie nationale de recherche médicale (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 1a	11 090 800
	Crédit 5a	6 000 000

Total		17 090 800
-------	--	-------------------

Total des crédits à adopter		61 604 100
------------------------------------	--	-------------------

Total des crédits législatifs		250 780 300
--------------------------------------	--	--------------------

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (8 500 000 \$) à la subvention au titre du Programme de collaboration en science, en technologie et en innovation	Crédit 10a
--	------------	-------

Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (2 700 000 \$) à la subvention au titre du programme Solutions innovatrices Canada	Crédit 10a
---	------------	-------

Total des transferts	
-----------------------------	--	--------------

Total des dépenses budgétaires		312 384 400
---------------------------------------	--	--------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	2 800 000	17 700 000	20 500 000
Subvention au titre du Programme de collaboration en science, en technologie et en innovation	7 994 065	13 500 000	21 494 065

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Paiements au Programme d'aide à la recherche industrielle en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	. . . . .	250 000 000	250 000 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	63 004 160	780 300	63 784 460

Gendarmerie royale du Canada

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	2 610 780 627	..... 18 079 838	2 628 860 465
5	Dépenses en capital	249 275 558	.....	249 275 558
10a	Subventions et contributions	195 339 283	..... 203 100 000	398 439 283
Total des crédits		3 055 395 468	..... 221 179 838	3 276 575 306
Total des postes législatifs		461 120 504	.....	461 120 504
Total des dépenses budgétaires		3 516 515 972	..... 221 179 838	3 737 695 810

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour indemniser les membres de la Gendarmerie royale du Canada pour les blessures subies dans l'exercice de leurs fonctions	Crédit 10a	203 100 000
---	------------	--------------------

Fonds afin de renforcer les opérations policières de la Gendarmerie royale du Canada	Crédit 1a	18 079 838
--	-----------	-------------------

Total des crédits à adopter		221 179 838
------------------------------------	--	--------------------

Total des dépenses budgétaires		221 179 838
---------------------------------------	--	--------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour les blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions (L.R.C. (1985), ch. R-11)	177 265 800	203 100 000	380 365 800

Instituts de recherche en santé du Canada

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	57 931 295	1 780 000	59 711 295
5a	Subventions	1 150 267 928	38 295 292	1 188 563 220
Total des crédits		1 208 199 223	40 075 292	1 248 274 515
Total des postes législatifs		6 659 427	112 983 500	119 642 927
Total des dépenses budgétaires		1 214 858 650	153 058 792	1 367 917 442

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les mesures d'intervention d'urgence en matière de recherche et d'innovation (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 5a	25 795 292
Fonds pour atténuer les risques sanitaires, sociaux et économiques de l'écllosion du nouveau coronavirus (COVID-19)	Crédit 5a	12 500 000
Fonds pour répondre à la pandémie et financer un plan de recherche sur les interventions sanitaires d'urgence (COVID-19)	Crédit 1a	1 780 000
Total des crédits à adopter		40 075 292
Total des crédits législatifs		112 983 500
Total des dépenses budgétaires		153 058 792

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour les projets de recherche et le soutien du personnel	1 016 867 906	38 295 292	1 055 163 198

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Paiements visant à répondre à la pandémie et à financer un plan de recherche sur les interventions sanitaires d'urgence en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	. . . . .	112 700 000	112 700 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 659 427	283 500	6 942 927

Marine Atlantique S.C.C.**Sommaire de l'organisation**

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Paiements à la société	55 675 667	.....	84 900 000	140 575 667
Total des dépenses budgétaires	55 675 667	.....	84 900 000	140 575 667

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour les services de traversier entre la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador	Crédit 1a	84 900 000
Total des crédits à adopter		84 900 000
Total des dépenses budgétaires		84 900 000

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	593 829 089	(20 000 000)	.....	573 829 089
5 Dépenses en capital	39 930 131	.....	.....	39 930 131
10a Subventions et contributions	431 713 100	20 000 000	15 000 000	466 713 100
Total des crédits	1 065 472 320	.....	15 000 000	1 080 472 320
Total des postes législatifs	1 473 939 109	.....	237 500 000	1 711 439 109
Total des dépenses budgétaires	2 539 411 429	.....	252 500 000	2 791 911 429

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement pour le Fonds d'urgence pour la transformation (COVID-19) Crédit 10a **15 000 000**

Total des crédits à adopter **15 000 000**

Total des crédits législatifs **237 500 000**

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour que les entreprises de transformation d'aliments puissent mettre en œuvre des mesures d'hygiène leur permettant de maintenir la capacité nationale de production et de transformation des aliments (COVID-19) Crédit 1 (20 000 000)

Crédit 10a 20 000 000

Total

Total des transferts **.....**

Total des dépenses budgétaires **252 500 000**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions à l'appui du programme canadien des priorités stratégiques de l'agriculture	9 061 000	35 000 000	44 061 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Paiements au Fonds des infrastructures alimentaires locales en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	75 000 000	75 000 000
Paiements pour le Fonds d'urgence pour la transformation en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	62 500 000	62 500 000
Paiements pour soutenir les travailleurs étrangers temporaires en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	50 000 000	50 000 000
Paiements pour le Programme d'achat des aliments excédentaires en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	50 000 000	50 000 000

Ministère de l'Emploi et du Développement social

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	803 327 617	..... 38 239 674	841 567 291
5a	Subventions et contributions	3 021 375 616	..... 176 752 585	3 198 128 201
Total des crédits		3 824 703 233	..... 214 992 259	4 039 695 492
Total des postes législatifs		64 817 042 155	..... 69 925 922 820	134 742 964 975
Total des dépenses budgétaires		68 641 745 388	..... 70 140 915 079	138 782 660 467
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs		1 017 492 886	.....	1 017 492 886
Total des dépenses non budgétaires		1 017 492 886	.....	1 017 492 886

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le programme Emplois d'été Canada	Crédit 5a	155 400 000
Fonds pour augmenter la capacité à assumer la charge de travail liée à la Sécurité de la vieillesse	Crédit 1a	37 180 701
Fonds pour Service jeunesse Canada	Crédit 5a	11 101 845
Fonds pour le Programme de stages pratiques pour étudiants	Crédit 5a	5 000 000
Fonds pour le programme Droit au but de la Stratégie emploi et compétences jeunesse	Crédit 5a	2 750 740
Fonds pour la campagne nationale de la Stratégie emploi et compétences jeunesse	Crédit 5a	2 500 000
Fonds pour le régime de protection des prix de location	Crédit 1a	1 058 973
Total des crédits à adopter		214 992 259
Total des crédits législatifs		69 925 922 820
Transferts		
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne des subventions à l'Organisation de coopération et de développement économiques (100 000 \$) et des contributions (1 000 000 \$) à la subvention intitulée Programme de mobilisation stratégique des partenaires et de recherche	Crédit 5a	.....
Total des transferts		.....
Total des dépenses budgétaires		70 140 915 079

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Programme de mobilisation stratégique des partenaires et de recherche	. . . . .	1 100 000	1 100 000
Contributions			
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux autres organismes publics, aux organisations, aux groupes, aux collectivités, aux employeurs et aux particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation de ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	693 989 971	158 150 740	852 140 711
Contributions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, à des organismes et instituts de recherche et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour aider les jeunes Canadiens à acquérir une expérience de travail et de vie tout en soutenant le service aux collectivités	69 475 471	11 101 845	80 577 316
Contributions aux gouvernements provinciaux et territoriaux, conseils de bande ou de tribu, détenteurs d'accord du Programme de formation pour les compétences et l'emploi destiné aux Autochtones, administrations municipales, organismes sans but lucratif, associations professionnelles, entreprises et organisations du secteur privé, consortiums, groupes de l'industrie, syndicats, organismes de réglementation, associations spéciales, établissements de santé publique, commissions scolaires, universités, collèges, cégeps, conseils sectoriels, conseils intersectoriels afin d'accroître la compétitivité et la productivité des milieux de travail en favorisant l'investissement dans les compétences de même que la reconnaissance et l'utilisation des compétences	294 213 496	7 500 000	301 713 496

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Paiements pour la Prestation canadienne d'urgence en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	60 000 000 000	60 000 000 000
Paiements pour la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	5 250 000 000	5 250 000 000
Paiements pour un soutien supplémentaire pour les aînés canadiens en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	2 501 300 000	2 501 300 000
Paiements de la Bourse canadienne pour le bénévolat étudiant en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	912 000 000	912 000 000
Paiements pour soutenir les étudiants et les jeunes touchés par la COVID-19 en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	728 000 000	728 000 000
Paiements au Fonds de soutien communautaire d'urgence en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	350 000 000	350 000 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	243 152 869	7 122 820	250 275 689
Paiements pour le programme Vers un chez-soi en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	157 500 000	157 500 000
Paiements pour l'élargissement du programme Nouveaux horizons pour les aînés en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	20 000 000	20 000 000

Ministère de l'Industrie

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	459 957 408	..... 3 085 363	463 042 771
5	Dépenses en capital	7 433 000	..... ..	7 433 000
10a	Subventions et contributions	2 389 191 705	..... 624 667 196	3 013 858 901
Total des crédits		2 856 582 113	..... 627 752 559	3 484 334 672
Total des postes législatifs		193 563 500	..... 642 183	194 205 683
Total des dépenses budgétaires		3 050 145 613	..... 628 394 742	3 678 540 355
Dépenses non budgétaires				
Crédits				
L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	..... ..	300 000
L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	..... ..	500 000
Total des dépenses non budgétaires		800 000	..... ..	800 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la stratégie nationale de recherche médicale (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 1a	2 658 382
	Crédit 10a	372 408 117
Total		375 066 499
Fonds pour les mesures d'intervention d'urgence en matière de recherche et d'innovation (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 10a	192 204 708
Fonds pour le Réseau de développement des collectivités (COVID-19)	Crédit 10a	25 500 000
Fonds pour soutenir les petites et moyennes entreprises (COVID-19)	Crédit 1a	426 981
	Crédit 10a	23 400 000
Total		23 826 981
Fonds pour Futurpreneur Canada (COVID-19)	Crédit 10a	11 154 371
Total des crédits à adopter		627 752 559
Total des crédits législatifs		642 183
Total des dépenses budgétaires		628 394 742

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions provenant du Fonds stratégique pour l'innovation	742 180 906	538 672 825	1 280 853 731
Contributions à Génome Canada	69 500 000	25 940 000	95 440 000
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	8 360 008	25 500 000	33 860 008
Contributions au titre du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	12 022 240	23 400 000	35 422 240
Contributions à Futurpreneur Canada	7 675 000	11 154 371	18 829 371

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	59 045 060	642 183	59 687 243

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	1 053 523 784	..... 9 204 652	1 062 728 436
5a	Dépenses en capital	16 071 270	..... 11 066 322	27 137 592
10a	Subventions et contributions	1 553 909 417	..... 102 480 000	1 656 389 417
Total des crédits		2 623 504 471	..... 122 750 974	2 746 255 445
Total des postes législatifs		217 675 097	..... 1 055 142	218 730 239
Total des dépenses budgétaires		2 841 179 568	..... 123 806 116	2 964 985 684

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le Programme d'aide pour le logement intérimaire	Crédit 10a	102 480 000
Fonds pour accroître l'intégrité des frontières et du système d'octroi de l'asile du Canada (poste horizontal)	Crédit 1a	9 204 652
	Crédit 5a	11 066 322
Total		20 270 974
Total des crédits à adopter		122 750 974
Total des crédits législatifs		1 055 142
Transferts		
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne provenant de contributions (97 520 000 \$) au financement du Programme d'aide pour le logement intérimaire	Crédit 10a	.....
Total des transferts		.....
Total des dépenses budgétaires		123 806 116

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention pour le Programme d'aide pour le logement intérimaire	200 000 000	200 000 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	80 601 389	1 055 142	81 656 531

Ministère de la Défense nationale

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	16 092 770 343	.....	136 603 051	16 229 373 394
5a Dépenses en capital	5 087 481 766	.....	607 197 828	5 694 679 594
10 Subventions et contributions	209 436 939	.....	.....	209 436 939
15 Paiements liés au régime d'assurance-invalidité de longue durée et d'assurance-vie pour les membres des Forces canadiennes	423 388 673	.....	.....	423 388 673
Total des crédits	21 813 077 721	.....	743 800 879	22 556 878 600
Total des postes législatifs	1 504 857 997	.....	13 758 609	1 518 616 606
Total des dépenses budgétaires	23 317 935 718	.....	757 559 488	24 075 495 206

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le projet de navire de soutien interarmées	Crédit 1a	25 221
	Crédit 5a	585 730 335
Total		585 755 556
Fonds pour les mesures d'apaisement et de dissuasion de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord en Europe centrale et orientale (opération REASSURANCE), pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies en Afrique (opération PRESENCE) et pour renforcer le soutien du Canada à l'Ukraine (Opération UNIFIER)	Crédit 1a	136 181 124
	Crédit 5a	5 289 000
Total		141 470 124
Fonds pour le Projet de capacité future en matière d'avions	Crédit 1a	396 706
	Crédit 5a	16 178 493
Total		16 575 199
Total des crédits à adopter		743 800 879
Total des crédits législatifs		13 758 609
Total des dépenses budgétaires		757 559 488

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires	1 204 603 626	6 366 876	1 210 970 502
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	298 442 071	7 391 733	305 833 804

Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	42 274 210	.....	3 556 519	45 830 729
5a Subventions et contributions	228 161 383	.....	21 575 000	249 736 383
Total des crédits	270 435 593	.....	25 131 519	295 567 112
Total des postes législatifs	4 517 380	.....	298 831 454	303 348 834
Total des dépenses budgétaires	274 952 973	.....	323 962 973	598 915 946

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les mesures d'intervention d'urgence en matière de recherche et d'innovation (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 5a	12 000 000
Fonds pour la stratégie nationale de recherche médicale (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 5a	8 000 000
Fonds pour soutenir les petites et moyennes entreprises (COVID-19)	Crédit 1a	3 556 519
	Crédit 5a	1 575 000
Total		5 131 519
Total des crédits à adopter		25 131 519
Total des crédits législatifs		298 831 454
Total des dépenses budgétaires		323 962 973

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions destinées au Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	71 138 496	21 575 000	92 713 496

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Paiements pour offrir un soutien financier aux petites et aux moyennes entreprises en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	. . . . .	202 755 000	202 755 000
Paiements pour le Réseau de développement des collectivités en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	. . . . .	95 700 000	95 700 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 517 380	376 454	4 893 834

Ministère de la Santé

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	787 559 901	.....	.....	787 559 901
5 Dépenses en capital	18 875 187	.....	.....	18 875 187
10a Subventions et contributions	1 758 411 277	.....	16 575 945	1 774 987 222
Total des crédits	2 564 846 365	.....	16 575 945	2 581 422 310
Total des postes législatifs	162 912 795	.....	262 552 742	425 465 537
Total des dépenses budgétaires	2 727 759 160	.....	279 128 687	3 006 887 847

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à l'Institut de recherche Terry Fox et à Cancer de l'ovaire Canada pour soutenir la recherche sur le cancer	Crédit 10a	15 075 945
Fonds pour appuyer une approche sûre et non discriminatoire pour le don de plasma	Crédit 10a	1 500 000
Total des crédits à adopter		16 575 945
Total des crédits législatifs		262 552 742
Total des dépenses budgétaires		279 128 687

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Programme des politiques et des stratégies en matière de soins de santé	25 568 000	15 075 945	40 643 945
Programme d'organes, de tissus et de sang jointes	3 580 000	1 500 000	5 080 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Paiements pour des médicaments, dispositifs médicaux et soins virtuels en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	253 264 557	253 264 557
Paiements pour soutenir la réponse initiale du Canada à la COVID-19 en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	9 288 185	9 288 185

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	143 921 366	.....	.....	143 921 366
5a Subventions et contributions	565 749 061	.....	59 320 000	625 069 061
Total des crédits	709 670 427	.....	59 320 000	768 990 427
Total des postes législatifs	15 852 545	.....	40 680 000	56 532 545
Total des dépenses budgétaires	725 522 972	.....	100 000 000	825 522 972

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la Croix-Rouge canadienne afin de fournir des mesures d'intervention d'urgence aux Canadiens (COVID-19)	Crédit 5a	59 320 000
--	-----------	-------------------

Total des crédits à adopter

59 320 000

Total des crédits législatifs

40 680 000

Total des dépenses budgétaires

100 000 000

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions pour appuyer les efforts urgents de secours de la Croix-Rouge canadienne liés à la COVID-19, aux inondations et aux feux de forêt	59 320 000	59 320 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Paiements à la Croix-Rouge canadienne en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	40 680 000	40 680 000

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements		
		(dollars)			
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1a	Dépenses de fonctionnement	1 897 264 276	(600 000)	1 840 168	1 898 504 444
5	Dépenses en capital	113 830 264	.....	.....	113 830 264
10a	Subventions et contributions	5 035 414 948	600 000	8 096 800	5 044 111 748
15	Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions	71 024 000	.....	.....	71 024 000
20	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs	1	.....	.....	1
Total des crédits		7 117 533 489	.....	9 936 968	7 127 470 457
Total des postes législatifs		366 689 928	.....	41 037 353	407 727 281
Total des dépenses budgétaires		7 484 223 417	.....	50 974 321	7 535 197 738
Dépenses non budgétaires					
Crédits					
L25	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Souscription au capital	1	.....	.....	1
L30	Prêts – <i>Loi sur l'aide financière internationale</i>	60 500 000	.....	.....	60 500 000
Total des crédits		60 500 001	.....	.....	60 500 001
Total des postes législatifs		10 640 000	.....	.....	10 640 000
Total des dépenses non budgétaires		71 140 001	.....	.....	71 140 001

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour mettre en œuvre le Programme d'aide internationale féministe	Crédit 1a	1 840 168
	Crédit 10a	8 096 800
Total		9 936 968
Total des crédits à adopter		9 936 968
Total des crédits législatifs		41 037 353

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (19 400 000 \$) et des dépenses de fonctionnement (600 000 \$) aux subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale	Crédit 1a	(600 000)
	Crédit 10a	600 000

Total

Total des transferts**Total des dépenses budgétaires**

.....
50 974 321

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale	2 513 653 839	20 000 000	2 533 653 839
Subventions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	10 470 000	4 000 000	14 470 000
Contributions			
Contributions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	8 800 000	4 096 800	12 896 800

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	115 237 705	37 353	115 275 058
Paiements pour l'aide consulaire en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	. . . . .	41 000 000	41 000 000

Ministère des Anciens Combattants

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	1 158 864 928	.....	74 410 350	1 233 275 278
5 Subventions et contributions	4 044 621 627	.....	.....	4 044 621 627
Total des crédits	5 203 486 555	.....	74 410 350	5 277 896 905
Total des postes législatifs	34 215 699	.....	13 314 809	47 530 508
Total des dépenses budgétaires	5 237 702 254	.....	87 725 159	5 325 427 413

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la prestation de services y compris la gestion des cas, et le traitement des demandes de prestations	Crédit 1a	74 410 350
---	-----------	-------------------

Total des crédits à adopter	74 410 350
------------------------------------	-------------------

Total des crédits législatifs	13 314 809
--------------------------------------	-------------------

Total des dépenses budgétaires	87 725 159
---------------------------------------	-------------------

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	33 929 399	13 314 809	47 244 208

Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	45 882 680	.....	.....	45 882 680
5a Subventions et contributions	79 443 977	.....	10 000 000	89 443 977
Total des crédits	125 326 657	.....	10 000 000	135 326 657
Total des postes législatifs	4 481 041	.....	30 000 000	34 481 041
Total des dépenses budgétaires	129 807 698	.....	40 000 000	169 807 698

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la mise en œuvre de mesures d'interventions d'urgence pour les Canadiens (COVID-19) (ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Trésor - Dépenses éventuelles du gouvernement)	Crédit 5a	10 000 000
--	-----------	-------------------

Total des crédits à adopter

10 000 000

Total des crédits législatifs

30 000 000

Total des dépenses budgétaires

40 000 000

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Programme de promotion de la femme – Contributions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	12 674 977	10 000 000	22 674 977

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Paiements pour soutenir les refuges pour femmes et les centres d'aide aux victimes d'agressions sexuelles en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	30 000 000	30 000 000

Ministère des Finances

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses du programme	105 471 317	..... 18 584 030	124 055 347
5	Autorisation pour le montant de l'aide en paiements directs à l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	1	.....	1
Total des crédits		105 471 318	..... 18 584 030	124 055 348
Total des postes législatifs		99 419 591 638	..... 1 530 000 000	100 949 591 638
Total des dépenses budgétaires		99 525 062 956	..... 1 548 584 030	101 073 646 986
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs		50 200 000	..... 200 000 000	250 200 000
Total des dépenses non budgétaires		50 200 000	..... 200 000 000	250 200 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour un paiement à titre gracieux à la Saskatchewan lié au programme de stabilisation

Crédit 1a

18 584 030

Total des crédits à adopter

18 584 030

Total des crédits législatifs

1 530 000 000

Total des dépenses budgétaires

1 548 584 030

Dépenses non-budgétaires

Total des crédits législatifs

200 000 000

Total des dépenses non-budgétaires

200 000 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Paiement à la province de l'Alberta en vertu de l'alinéa 60.2(2)b) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> pour nettoyer les puits de pétrole et de gaz inactifs	1 000 000 000	1 000 000 000
Paiement à la province de la Saskatchewan en vertu de l'alinéa 60.2(2)b) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> pour nettoyer les puits de pétrole et de gaz orphelins et inactifs	400 000 000	400 000 000
Paiement à la province de la Colombie-Britannique en vertu de l'alinéa 60.2(2)b) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> pour nettoyer les puits de pétrole et de gaz orphelins et inactifs	120 000 000	120 000 000
Paiements pour les programmes de publicité du gouvernement en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	10 000 000	10 000 000
Non budgétaire			
Paiement à l'Orphan Wells Association de l'Alberta en vertu de l'alinéa 60.2(2)b) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> pour nettoyer les puits de pétrole et de gaz orphelins	200 000 000	200 000 000

Ministère des Pêches et des Océans

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	1 810 990 505	20 415 927	1 831 406 432
5a	Dépenses en capital	776 767 843	7 004 727	783 772 570
10a	Subventions et contributions	714 236 395	1	714 236 396
Total des crédits		3 301 994 743	27 420 655	3 329 415 398
Total des postes législatifs		160 615 602	532 200 976	692 816 578
Total des dépenses budgétaires		3 462 610 345	559 621 631	4 022 231 976

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la réponse à court terme au glissement de terrain de Big Bar qui entrave actuellement la migration des saumons du Pacifique sur le fleuve Fraser en Colombie-Britannique	Crédit 1a	19 851 050
	Crédit 5a	390 000

Total **20 241 050**

Fonds pour le projet de brise-glace polaire Crédit 5a **6 614 727**

Réinvestissement des recettes provenant des pollueurs ou de la Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires Crédit 1a **564 877**

Fonds pour autoriser l'inscription et le rajustement des subventions Crédit 10a **1**

Total des crédits à adopter **27 420 655**

Total des crédits législatifs **532 200 976**

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne du programme de subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans (204 500 \$) au programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux Crédit 10a **.....**

Total des transferts **.....**

Total des dépenses budgétaires **559 621 631**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux	295 500	204 500	500 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Paiements pour soutenir les pêcheurs canadiens en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	. . . . .	469 400 000	469 400 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	160 526 302	300 976	160 827 278
Paiements aux Fonds canadien pour la stabilisation des produits de la mer en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	. . . . .	62 500 000	62 500 000

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	1 528 290 836	..... 741 227 567	2 269 518 403
5	Dépenses en capital	268 287	.....	268 287
10a	Subventions et contributions	3 309 017 994	..... 23 376 941	3 332 394 935
Total des crédits		4 837 577 117	..... 764 604 508	5 602 181 625
Total des postes législatifs		47 846 390	..... 114 900 000	162 746 390
Total des dépenses budgétaires		4 885 423 507	..... 879 504 508	5 764 928 015
Dépenses non budgétaires				
Crédits				
L15	Prêts à des revendicateurs autochtones	25 903 000	.....	25 903 000
Total des dépenses non budgétaires		25 903 000	.....	25 903 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la convention de règlement relative aux externats indiens fédéraux (McLean)	Crédit 1a	481 227 567
Fonds pour le règlement concernant la rafle des années 1960	Crédit 1a	260 000 000
Fonds pour soutenir la recherche et l'enseignement supérieur dans le nord du Canada	Crédit 10a	9 876 941
Fonds pour répondre au rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées : Réclamer notre pouvoir et notre place (poste horizontal)	Crédit 10a	6 000 000
Fonds pour soutenir la planification, par le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, de son projet proposé d'agrandissement de la centrale hydroélectrique Taltson	Crédit 10a	6 000 000
Fonds pour continuer les activités de consultation des Autochtones et de soutien de leurs capacités	Crédit 10a	1 500 000
Total des crédits à adopter		764 604 508
Total des crédits législatifs		114 900 000
Transferts		
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne de contributions (779 530 \$) aux subventions pour appuyer le programme Solutions innovatrices Canada	Crédit 10a	.....
Total des transferts		.....
Total des dépenses budgétaires		879 504 508

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour l'évolution politique des territoires, particulièrement en ce qui concerne le transfert des responsabilités	21 200 036	6 000 000	27 200 036
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	. . . . .	779 530	779 530
Contributions			
Contributions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord, ainsi que le développement scientifique des peuples autochtones et du Nord	147 192 914	6 600 000	153 792 914
Programme de contributions de l'interlocuteur fédéral	39 149 830	3 900 000	43 049 830
Contributions pour promouvoir le développement social et politique dans le Nord et pour les résidents du Nord	6 401 053	3 276 941	9 677 994
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	39 517 703	2 820 470	42 338 173

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Paiements pour soutenir la réponse du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut à la COVID-19 en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	72 600 000	72 600 000
Paiements à Nutrition Nord Canada en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	25 000 000	25 000 000
Paiements pour soutenir les transporteurs aériens dans le Nord en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	17 300 000	17 300 000

Ministère des Ressources naturelles

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	556 830 962	..... 14 781 218	571 612 180
5	Dépenses en capital	11 608 000	.....	11 608 000
10a	Subventions et contributions	448 124 943	..... 67 633 000	515 757 943
Total des crédits		1 016 563 905	..... 82 414 218	1 098 978 123
Total des postes législatifs		362 450 688	..... 1 052 524	363 503 212
Total des dépenses budgétaires		1 379 014 593	..... 83 466 742	1 462 481 335

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'innovation et la diversification dans le secteur forestier du Canada (budget fédéral de 2019)	Crédit 1a	14 781 218
	Crédit 10a	67 633 000

Total		82 414 218
-------	--	-------------------

Total des crédits à adopter		82 414 218
------------------------------------	--	-------------------

Total des crédits législatifs		1 052 524
--------------------------------------	--	------------------

Total des dépenses budgétaires		83 466 742
---------------------------------------	--	-------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à l'appui de l'Amélioration de la diversité dans la main-d'œuvre du secteur forestier canadien dans le cadre du programme intitulé Programme d'innovation forestière	. . . . .	150 000	150 000
Contributions			
Contributions à l'appui du programme Investissements dans la transformation de l'industrie forestière	11 400 000	24 850 000	36 250 000
Contributions à l'appui du programme de promotion de l'innovation en foresterie	. . . . .	21 450 000	21 450 000
Contributions pour appuyer le développement des marchés	. . . . .	17 850 000	17 850 000
Contributions à l'appui du développement économique des Autochtones	1 000 000	3 333 000	4 333 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	57 113 782	1 052 524	58 166 306

Ministère des Services aux Autochtones

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	1 949 217 820	.....	22 921 485	1 972 139 305
5 Dépenses en capital	6 832 498	.....	.....	6 832 498
10a Subventions et contributions	10 741 544 381	.....	730 488 648	11 472 033 029
Total des crédits	12 697 594 699	.....	753 410 133	13 451 004 832
Total des postes législatifs	114 606 336	.....	950 548 262	1 065 154 598
Total des dépenses budgétaires	12 812 201 035	.....	1 703 958 395	14 516 159 430

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les services à l'enfance et à la famille	Crédit 10a	468 229 680
Fonds pour les services de santé, sociaux et d'éducation et le soutien aux enfants des Premières Nations en vertu du principe de Jordan	Crédit 1a	22 749 398
	Crédit 10a	209 258 968
Total		232 008 366
Fonds pour le Programme de soutien des bandes	Crédit 10a	24 000 000
Fonds pour les sociétés métisses de financement	Crédit 10a	20 000 000
Fonds pour continuer la mise en œuvre de la Stratégie nationale de prévention du suicide chez les Inuits	Crédit 10a	5 000 000
Fonds pour répondre au rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées : Réclamer notre pouvoir et notre place (poste horizontal)	Crédit 1a	172 087
	Crédit 10a	4 000 000
Total		4 172 087
Total des crédits à adopter		753 410 133
Total des crédits législatifs		950 548 262
Total des dépenses budgétaires		1 703 958 395

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention pour le financement du soutien des bandes	168 473 388	24 000 000	192 473 388
Contributions			
Contributions pour renforcer la sécurité et le bien-être des enfants des Premières Nations et de leurs familles	1 189 584 908	468 229 680	1 657 814 588
Contributions aux soins de santé primaires des Premières Nations et des Inuits	1 224 069 824	214 258 968	1 438 328 792
Contributions pour appuyer la gestion des terres et le développement économique	158 227 468	20 000 000	178 227 468
Contributions pour améliorer la sûreté et la sécurité des femmes, des enfants et des familles autochtones	. . . . .	4 000 000	4 000 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Paiements au Fonds de soutien aux communautés autochtones en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	305 000 000	305 000 000
Paiements pour améliorer les mesures de santé publique contre la COVID-19 dans les communautés inuites et des Premières Nations en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	280 536 000	280 536 000
Paiements d'aide au revenu en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	269 986 900	269 986 900
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	80 732 923	25 362	80 758 285
Paiements aux organisations autochtones urbaines et régionales en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	75 000 000	75 000 000
Paiements pour le Programme pour la prévention de la violence familiale en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	10 000 000	10 000 000
Paiements pour soutenir la réponse initiale du Canada à la COVID-19 en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	10 000 000	10 000 000

Ministère des Transports

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	726 021 429	.....	4 671 425	730 692 854
5 Dépenses en capital	150 604 973	.....	.....	150 604 973
10 Subventions et contributions – Réseau de transport efficace	617 297 513	.....	.....	617 297 513
15a Subventions et contributions – Réseau de transport écologique et novateur	133 823 550	.....	47 833 813	181 657 363
20 Subventions et contributions – Réseau de transport sûr et sécuritaire	40 197 681	.....	.....	40 197 681
Total des crédits	1 667 945 146	.....	52 505 238	1 720 450 384
Total des postes législatifs	231 553 241	.....	116 061	231 669 302
Total des dépenses budgétaires	1 899 498 387	.....	52 621 299	1 952 119 686

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le Programme d'incitatifs pour l'utilisation de véhicules zéro émission	Crédit 15a	47 833 813
Fonds pour les services de contrôle de la sûreté aérienne (poste horizontal)	Crédit 1a	2 800 000
Fonds pour une proposition de train à grande fréquence (poste horizontal)	Crédit 1a	1 871 425
Total des crédits à adopter		52 505 238
Total des crédits législatifs		116 061
Total des dépenses budgétaires		52 621 299

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Programme d'incitatifs pour l'utilisation de véhicules zéro émission	58 497 451	47 833 813	106 331 264

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	84 373 467	116 061	84 489 528

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	2 316 072 146	.....	203 463 887	2 519 536 033
5 Dépenses en capital	1 587 143 543	.....	.....	1 587 143 543
Total des crédits	3 903 215 689	.....	203 463 887	4 106 679 576
Total des postes législatifs	145 056 330	.....	541 626 706	686 683 036
Total des dépenses budgétaires	4 048 272 019	.....	745 090 593	4 793 362 612

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le système de paye du gouvernement

Crédit 1a

203 463 887

Total des crédits à adopter

203 463 887

Total des crédits législatifs

541 626 706

Total des dépenses budgétaires

745 090 593

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
(dollars)			
Budgétaire			
Paiements pour approvisionner le système de santé en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	.....	500 000 000	500 000 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	115 513 793	41 626 706	157 140 499

Ministère du Patrimoine canadien

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1	Dépenses de fonctionnement	203 230 981	.....	203 230 981
5	Subventions et contributions	1 304 800 333	.....	1 304 800 333
Total des crédits		1 508 031 314	.....	1 508 031 314
Total des postes législatifs		27 106 097	..... 418 000 000	445 106 097
Total des dépenses budgétaires		1 535 137 411	..... 418 000 000	1 953 137 411

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Total des crédits législatifs	418 000 000
Total des dépenses budgétaires	418 000 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Paiements pour la création du Fonds d'urgence pour soutenir les organismes chargés de la culture, du patrimoine et du sport dans le contexte de la COVID-19 en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	418 000 000	418 000 000

Secrétariat du Conseil du Trésor

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses du programme	254 165 851	9 343 494	263 509 345
5	Dépenses éventuelles du gouvernement	750 000 000		750 000 000
10	Initiatives pangouvernementales	31 030 279		31 030 279
20a	Assurances de la fonction publique	2 171 215 724	395 800 000	2 567 015 724
25	Report du budget de fonctionnement	1 600 000 000		1 600 000 000
30a	Besoins en matière de rémunération	600 000 000	82 500 000	682 500 000
35	Report du budget des dépenses en capital	600 000 000		600 000 000
Total des crédits		6 006 411 854	487 643 494	6 494 055 348
Total des postes législatifs		29 324 931	1 762 901	31 087 832
Total des dépenses budgétaires		6 035 736 785	489 406 395	6 525 143 180

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le régime d'assurance-invalidité	Crédit 20a	395 800 000
Besoins en matière de rémunération – Fonds pour des rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale	Crédit 30a	82 500 000
Fonds pour continuer le Service numérique canadien (budget fédéral de 2019)	Crédit 1a	9 343 494
Total des crédits à adopter		487 643 494
Total des crédits législatifs		1 762 901
Total des dépenses budgétaires		489 406 395

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	29 233 631	1 762 901	30 996 532

Service correctionnel du Canada

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	2 145 688 776	.....	.....	2 145 688 776
5 Dépenses en capital	187 796 912	.....	.....	187 796 912
10a Fonds renouvelable de CORCAN	.....	.....	1	1
Total des crédits	2 333 485 688	.....	1	2 333 485 689
Total des postes législatifs	220 353 432	.....	.....	220 353 432
Total des dépenses budgétaires	2 553 839 120	.....	1	2 553 839 121

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit	Crédit 10a	1
---	------------	----------

Total des crédits à adopter	1
------------------------------------	----------

Total des dépenses budgétaires	1
---------------------------------------	----------

Services partagés Canada

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	1 674 997 553	.....	3 605 774	1 678 603 327
5a Dépenses en capital	286 370 379	.....	1 548 314	287 918 693
Total des crédits	1 961 367 932	.....	5 154 088	1 966 522 020
Total des postes législatifs	93 809 198	.....	384 258	94 193 456
Total des dépenses budgétaires	2 055 177 130	.....	5 538 346	2 060 715 476

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour accroître l'intégrité des frontières et du système d'octroi de l'asile du Canada (poste horizontal)	Crédit 1a	1 534 519
	Crédit 5a	1 548 314
Total		3 082 833
Fonds pour rendre les milieux de travail du gouvernement fédéral plus accessibles	Crédit 1a	2 016 090
Fonds pour les coûts liés à la prestation de services essentiels de technologie de l'information	Crédit 1a	55 165
Total des crédits à adopter		5 154 088
Total des crédits législatifs		384 258
Total des dépenses budgétaires		5 538 346

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	93 809 198	384 258	94 193 456

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Remboursement en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	2 919 967 012	..... 65 778 000	2 985 745 012
Total des crédits		2 919 967 012	..... 65 778 000	2 985 745 012
Total des postes législatifs		.....	..... 2 972 900 000	2 972 900 000
Total des dépenses budgétaires		2 919 967 012	..... 3 038 678 000	5 958 645 012
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs		1 880 450 574	.....	1 880 450 574
Total des dépenses non budgétaires		1 880 450 574	.....	1 880 450 574

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le Défi d'offre de logement (budget fédéral de 2019)	Crédit 1a	62 500 000
Fonds pour répondre au rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées : Réclamer notre pouvoir et notre place (poste horizontal)	Crédit 1a	3 278 000
Total des crédits à adopter		65 778 000
Total des crédits législatifs		2 972 900 000
Total des dépenses budgétaires		3 038 678 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Paiements pour l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial destinée aux petites entreprises en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	2 972 900 000	2 972 900 000

Téléfilm Canada

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements		
		(dollars)			
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1	Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	101 878 949	.....	.....	101 878 949
Total des crédits		101 878 949	.....	.....	101 878 949
Total des postes législatifs		.....	.....	27 000 000	27 000 000
Total des dépenses budgétaires		101 878 949	.....	27 000 000	128 878 949

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Total des crédits législatifs	27 000 000
Total des dépenses budgétaires	27 000 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Paiements pour la création du Fonds d'urgence pour soutenir les organismes chargés de la culture, du patrimoine et du sport dans le contexte de la COVID-19 en vertu de la <i>Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national</i>	27 000 000	27 000 000

VIA Rail Canada Inc.**Sommaire de l'organisation**

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Paiements à la société	546 909 001	.....	277 458 900	824 367 901
Total des dépenses budgétaires	546 909 001	.....	277 458 900	824 367 901

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour VIA Rail Inc.	Crédit 1a	264 608 900
Fonds pour une proposition de train à grande fréquence (poste horizontal)	Crédit 1a	12 850 000
Total des crédits à adopter		277 458 900
Total des dépenses budgétaires		277 458 900

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2020-2021

Annexe

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au
projet de loi de crédits

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits
(pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN		
1a	– Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		309 400 000
	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions		16 147 819
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD		
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions		29 300 000
	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	973 958	
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	132 147 500	
			133 121 458
	AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de la prestation de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	38 889 663	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	3 361 565	
			42 251 228
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable	498 312	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
5a	<p>AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE <i>(suite et fin)</i></p> <p>annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p> <p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions</p>	69 382 500	69 880 812
1a	<p>AGENCE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LE SUD DE L'ONTARIO</p> <p>– Dépenses de fonctionnement</p>	3 035 250	
5a	<p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions</p>	101 500 000	104 535 250
1a	<p>BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ</p> <p>– Dépenses du programme, y compris :</p> <p>a) les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues; b) les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparaisant devant des commissions d'enquête; c) le fonctionnement de la résidence du premier ministre.</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) la formation en matière d'analyse du renseignement; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		56 409 842
1a	<p>COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE</p> <p>– Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement</p>	5 835 000	52 404 000
5a	<p>– Paiements à la Commission pour les dépenses en capital</p>	46 569 000	
1a	<p>CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES</p> <p>– Dépenses du programme</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci au titre du <i>Règlement de 2010 sur les droits de télécommunication</i>, du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> et du <i>Règlement</i></p>		22 200 000

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES (<i>suite et fin</i>) <i>sur les droits relatifs aux télécommunications non sollicitées</i> et dans le cadre de ses autres activités, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor		
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		873 173
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
1a	– Dépenses de fonctionnement	20 604 100	
5a	– Dépenses en capital	21 000 000	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour l'observatoire international du Télescope de trente mètres	20 000 000	
			61 604 100
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	18 079 838	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Contributions	203 100 000	
			221 179 838
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
1a	– Dépenses de fonctionnement	1 780 000	
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	38 295 292	
			40 075 292
	MARINE ATLANTIQUE S.C.C.		
1a	– Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion – Paiements à la société pour les dépenses en capital – Paiements à la société pour les services de transport, y compris les services de transport maritime entre la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador, et les navires, terminaux et infrastructures connexes		84 900 000
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE		
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions		15 000 000
	MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des</i>	38 239 674	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
5a	<p>MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL (<i>suite et fin</i>)</p> <p><i>finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail;</p> <p>b) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi;</p> <p>c) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État;</p> <p>d) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i>.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p> <p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice</p> <p>– Contributions</p>	176 752 585	214 992 259
1a	<p>MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE</p> <p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada;</p> <p>b) les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications;</p> <p>c) les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i>, au Bureau du surintendant des faillites;</p> <p>d) les activités de Corporations Canada au titre de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i>, de la <i>Loi sur les chambres de commerce</i>, de la <i>Loi canadienne sur les coopératives</i> et de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i>;</p> <p>e) les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalables à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la <i>Loi sur la concurrence</i>.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux</p>	3 085 363	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE (suite et fin)		
10a	ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	624 667 196	
			627 752 559
	MINISTÈRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	9 204 652	
5a	– Dépenses en capital	11 066 322	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris la fourniture de biens et de services	102 480 000	
			122 750 974
	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 35 739 116 105 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué tout paiement afférent à l'un ou l'autre de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 14 006 026 264 \$ deviendra payable dans les années à venir) – Autorisation de faire des dépenses ou des avances recouvrables, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, à l'égard du matériel fourni à des particuliers, des sociétés, des organismes extérieurs, d'autres ministères ou organismes fédéraux et d'autres administrations, ou des services rendus en leur nom – Paiements effectués dans le cadre : a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagés pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au	136 603 051	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE <i>(suite et fin)</i>		
	cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5a	– Dépenses en capital	607 197 828	
			743 800 879
	MINISTÈRE DE LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
1a	– Dépenses de fonctionnement	3 556 519	
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	21 575 000	
	– Contributions		25 131 519
	MINISTÈRE DE LA SANTÉ		
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		16 575 945
	– Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services		
	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION CIVILE		
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		59 320 000
	– Contributions		
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT		
1a	– Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux	1 840 168	
	– Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes		
	– Dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale		
	– Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens qui se trouvent en difficulté à l'étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
10a	<p style="text-align: center;">MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT <i>(suite et fin)</i></p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) les foires commerciales et éducatives;</p> <p>b) les publications ministérielles;</p> <p>c) la prestation des services suivants :</p> <p>(i) la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur,</p> <p>(ii) les missions commerciales et autres services de développement du commerce international,</p> <p>(iii) les services de développement des investissements,</p> <p>(iv) les services de télécommunication internationale,</p> <p>(v) les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales,</p> <p>(vi) les services consulaires spécialisés.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p> <p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice</p> <p>– Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour :</p> <p>a) la promotion du commerce et de l'investissement;</p> <p>b) l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale.</p>	8 096 800	9 936 968
1a	<p style="text-align: center;">MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS</p> <p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Dépenses afférentes à l'entretien des biens immeubles ou biens réels, y compris celles relatives à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible au bien ainsi que le paiement des taxes, assurances et services publics</p> <p>– Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, les dépenses afférentes :</p> <p>a) aux travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables;</p> <p>b) à tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder le droit ou l'intérêt que le directeur possède à l'égard de ces propriétés.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un</p>		74 410 350

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p>MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS (<i>suite et fin</i>) traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		
	<p>MINISTÈRE DES FEMMES ET DE L'ÉGALITÉ DES GENRES</p>		
5a	<p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions</p>		10 000 000
	<p>MINISTÈRE DES FINANCES</p>		
1a	<p>– Dépenses du programme – Contributions – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		18 584 030
	<p>MINISTÈRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS</p>		
1a	<p>– Dépenses de fonctionnement – Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches – Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches – Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés – Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d'autres gouvernements en lien avec l'exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les activités de la Garde côtière canadienne; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux</p>	20 415 927	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS <i>(suite et fin)</i>		
	ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5a	– Dépenses en capital	7 004 727	
	– Autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités et à des autorités locales ou privées à titre de contributions à des travaux de construction entrepris par ces administrations ou autorités		
10a	– Autorisation d'acheter des bateaux de pêche commerciale et d'en disposer		
	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	1	
	– Contributions		27 420 655
	MINISTÈRE DES RELATIONS COURONNE-AUTOCHTONES ET DES AFFAIRES DU NORD		
1a	– Dépenses de fonctionnement	741 227 567	
	– Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel		
	– Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci		
	– Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel		
	– Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement		
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	23 376 941	
	– Contributions		764 604 508
	MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES		
1a	– Dépenses de fonctionnement	14 781 218	
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la vente de produits d'information et de produits forestiers;		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p>MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES (<i>suite et fin</i>)</p> <p>b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i> et du <i>Règlement de 2013 sur les explosifs</i>;</p> <p>c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b);</p> <p>d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche;</p> <p>e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		
10a	<p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice</p> <p>– Contributions</p>	67 633 000	
	<p>MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES</p>		82 414 218
1a	<p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel</p> <p>– Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci</p> <p>– Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel</p> <p>– Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux;</p> <p>b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>	22 921 485	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES <i>(suite et fin)</i>		
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services	730 488 648	
			753 410 133
	MINISTÈRE DES TRANSPORTS		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l'exercice d'une compétence en matière d'aéronautique – Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la <i>Loi sur l'aéronautique</i> – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	4 671 425	
15a	Subventions et contributions – Réseau de transport écologique et novateur – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	47 833 813	
			52 505 238
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
1a	– Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> – Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		203 463 887

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR		
1a	– Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi et de ses autres activités – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	9 343 494	
20a	Assurances de la fonction publique – À l’égard de tout ou partie de la fonction publique et de toutes autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor, paiements effectués dans le cadre des programmes d’assurance, de pension, d’avantages sociaux ou d’autres ententes — ou de l’administration de ces programmes ou ententes —, notamment au titre des primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses – Autorisation d’affecter tous revenus ou toutes autres sommes perçues dans le cadre des programmes d’assurance, de pension, d’avantages sociaux ou d’autres ententes : a) pour compenser notamment les primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses liés à ces programmes ou autres ententes; b) pour rembourser les employés admissibles, en application du paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l’assurance-emploi</i> , pour l’excédent des primes retenues.	395 800 000	
30a	Besoins en matière de rémunération – Autorisation donnée au Conseil du Trésor d’augmenter tout crédit accordé pour l’exercice pour : a) des prestations parentales et de maternité; b) des versements liés à la cessation de service ou d’emploi; c) des rajustements apportés aux modalités de service ou d’emploi de l’administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, et des membres des Forces canadiennes, qui n’ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération.	82 500 000	
			487 643 494
	SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA		
10a	– Augmentation de 5 000 000 \$ à 20 000 000 \$ du montant par lequel le total des dépenses effectuées pour le Fonds renouvelable de CORCAN, établi par le crédit 11c de la <i>Loi de crédits no 4 pour 1991-1992</i> (Service correctionnel), modifié par le crédit 16b de la <i>Loi de crédits no 4 pour 2001-2002</i> (Service correctionnel), peut dépasser les recettes de ce fonds		1

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	SERVICES PARTAGÉS CANADA		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologie de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i> , les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services	3 605 774	
5a	– Dépenses en capital – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses en capital engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de technologie de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i>	1 548 314	
			5 154 088
	SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT		
1a	– Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas : a) au titre de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ; b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i> .		65 778 000
	VIA RAIL CANADA INC.		
1a	– Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion – Paiements à la société pour les dépenses en capital – Paiements à la société en vue de la prestation d'un service ferroviaire au Canada, conformément aux contrats conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi no 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>		277 458 900
			5 902 391 417

Postes devant être inclus dans l'annexe 2 proposée au projet de loi de crédits
(pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1a	AGENCE PARCS CANADA		136 043 667
	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses du programme – Dépenses en capital – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, notamment : <ul style="list-style-type: none"> a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral; b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières. 		
			136 043 667